

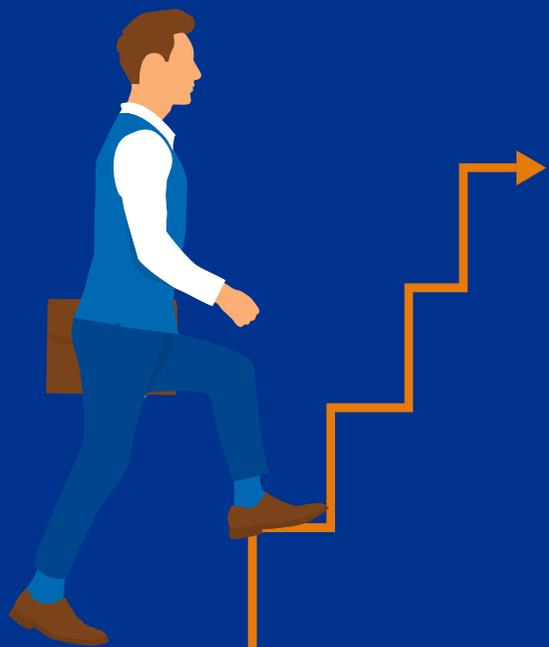


Commune d'Essert

Audit financier de début de mandat



18 Juillet 2020



Synthèse de l'analyse rétrospective financière 2014-2019	4
▪ Les Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG)	5
▪ Le financement des investissements	7
▪ Les résultats globaux de clôture	9
Analyse rétrospective de la situation financière 2014-2019	11
▪ Evolution des charges de fonctionnement entre 2014 et 2019	12
▪ Evolution des produits de fonctionnement entre 2014 et 2019	25
▪ Les Soldes Intermédiaires de Gestion entre 2014 et 2019	39
▪ Le Financement des investissements et endettement	47
Lexique	53

Préambule

La nouvelle équipe municipale souhaite engager une évaluation de la santé financière de la commune d'Essert.

L'audit de début de mandat se décompose en 2 phases :

- **La rétrospective financière 2014-2019 qui permet de mettre en exergue :**
 - ❖ Les principaux postes de charges et de produits de fonctionnement ;
 - ❖ Les incidences d'une évolution des relations financières avec la communauté d'Agglomération du Grand Belfort ;
 - ❖ Les équilibres budgétaires, tant en fonctionnement qu'en investissement ;
 - ❖ Les SIG de 2014 à 2019 (Epargne de Gestion, Epargne Brute, Epargne Nette) ;
 - ❖ L'encours de la dette par rapport aux marges de manœuvre dégagées et la capacité de désendettement, ainsi que des créances et dettes d'exploitation ;
 - ❖ La situation financière de la commune (fonds de roulement, besoin de fonds de roulement, trésorerie) ;
 - ❖ La comparaison des principaux postes et ratios avec 6 communes de la même strate démographique (2 000 à 5 000 habitants)
- **La prospective financière permet de définir des hypothèses sur la capacité à investir de la commune sur le prochain mandat.**
- **Cette présente étude illustre la rétrospective financière de la commune d'Essert entre 2014 et 2019.**



Synthèse de l'analyse rétrospective financière 2014- 2019



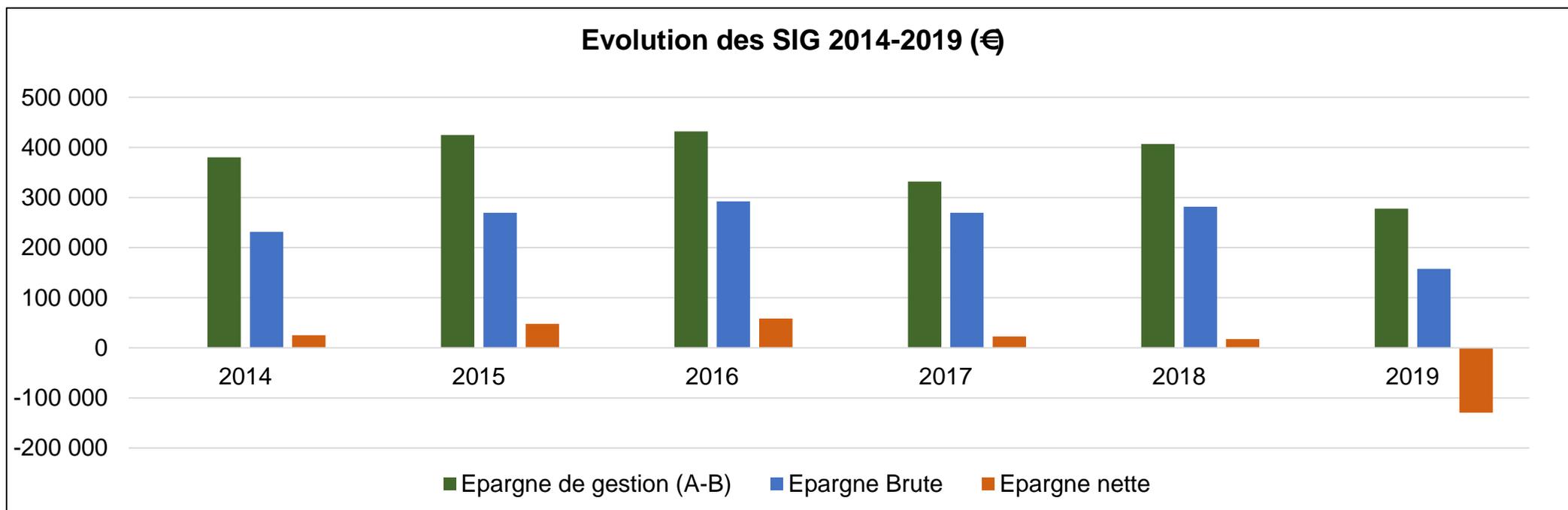
O. Synthèse de l'analyse rétrospective financière 2014-2019

O.1 Les Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG)

(€)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evo moy. (%)
Produits de services (c/70)	240 089	223 505	213 236	234 079	260 992	249 662	0,8%
Impôts et taxes (c/73)	1 317 576	1 367 626	1 459 555	1 476 404	1 515 938	1 550 337	3,3%
Dotations et participations (c/74)	597 889	641 206	545 547	558 059	545 326	497 757	-3,6%
Autres produits (c/75)	14 635	13 944	14 382	13 433	10 489	6 280	-15,6%
Recettes de gestion (A)	2 170 189	2 246 281	2 232 720	2 281 975	2 332 745	2 304 036	1,2%
Charges à caractère général (c/011)	541 762	509 295	498 158	529 958	521 849	597 775	2,0%
Charges nettes de personnel (c/012- c/013)	1 120 588	1 177 859	1 165 946	1 261 758	1 248 245	1 292 782	2,9%
Atténuation de produit (D014)	0	0	3 322	0	0	0	#DIV/0!
Autres charges (c/65)	127 882	134 602	133 493	158 242	156 118	135 755	1,2%
Charges de gestion (B)	1 790 232	1 821 756	1 800 919	1 949 958	1 926 212	2 026 312	2,5%
Epargne de gestion (A-B)	379 957	424 525	431 801	332 017	406 533	277 724	-6,1%
Produits financiers (+)	3	3	2	1	2	2	-7,8%
Charges financières (-)	163 314	152 921	144 813	135 111	126 566	123 627	-5,4%
Produits exceptionnels (hors c/775) (+)	14 551	2 250	5 441	72 558	1 475	3 534	-24,7%
Charges exceptionnelles (-)	54	4 206	2	11	42	167	25,3%
Travaux en régie (+)	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Epargne Brute	231 143	269 651	292 429	269 454	281 402	157 466	-7,4%
Remboursement d'emprunt (-)	205 925	221 877	234 006	246 828	264 089	286 799	6,8%
Epargne nette	25 218	47 774	58 423	22 626	17 313	-129 333	-238,7%
Encours de dette au 31/12	3 704 897	3 608 021	3 374 015	3 127 187	3 323 098	3 602 999	-0,6%
Capacité de désendettement (en années)	16,0	13,4	11,5	11,6	11,8	22,9	7,4%

0. Synthèse de l'analyse rétrospective financière 2014-2019

0.1 Les Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG)



Sur la période 2014-2019 la commune a perdu sa capacité à autofinancer ses dépenses d'équipement par le biais de son épargne nette. Entre 2014 et 2018, la situation financière de la commune s'est détériorée du fait :

- Des charges réelles de fonctionnement (+ 196,5 K€) qui augmentent plus vite que les produits réels de fonctionnement (+ 122,8 K€).
- De l'accroissement du montant du remboursement du Capital de la dette existante du fait du recours à de nouveaux emprunts en 2015 (125 K€), en 2018 (460 K€) et en 2019 (566 K€).

0. Synthèse de l'analyse rétrospective financière 2014-2019

0.2 Le financement des investissements

(€)	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Evol ann moy (%)
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (hors D16)	199 685	376 957	397 764	503 331	618 943	921 800	35,8%
Dépenses récurrentes (D20+D21+D23)	195 752	376 957	374 234	503 331	593 464	889 955	35,4%
Subventions d'équipement versées (D204)	3 933	0	23 530	0	25 000	31 700	51,8%
Autres dépenses d'investissement	0	0	0	0	479	145	-
RECETTES D'INVESTISSEMENT (hors R16)	256 610	189 270	248 485	623 424	242 411	853 303	27,2%
FCTVA	64 830	81 437	37 232	59 713	57 304	79 407	4,1%
Excédent de fonctionnement capitalisés (R1068)	0	0	29 712	303 171	25 515	272 560	-
TLE	2 041	0	0	0	0	0	-100,0%
Taxe d'aménagement	120 082	46 054	29 852	98 074	109 002	123 758	0,6%
Subventions d'investissement reçues (hors amendes)	62 616	43 874	143 197	137 880	44 590	194 579	25,5%
Produit des amendes	0	6 000	0	0	6 000	0	-
Produit cessions immobilisations (775)	7 041	5 427	3 645	18 738	0	183 000	91,9%
Autres recettes d'investissement	0	6 478	4 847	5 848	0	-1	-
BESOIN DE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT	-56 925	187 687	149 279	-120 093	376 532	68 497	-203,8%
Emprunts nouveaux (R16)	0	125 000	0	0	460 000	566 700	-
Epargne nette	25 218	47 774	58 423	22 626	17 313	-129 333	-238,7%
Variation du fonds de roulement	82 143	-14 913	-90 856	142 719	100 781	368 870	35,0%

0. Synthèse de l'analyse rétrospective financière 2014-2019

0.2 Le financement des investissements

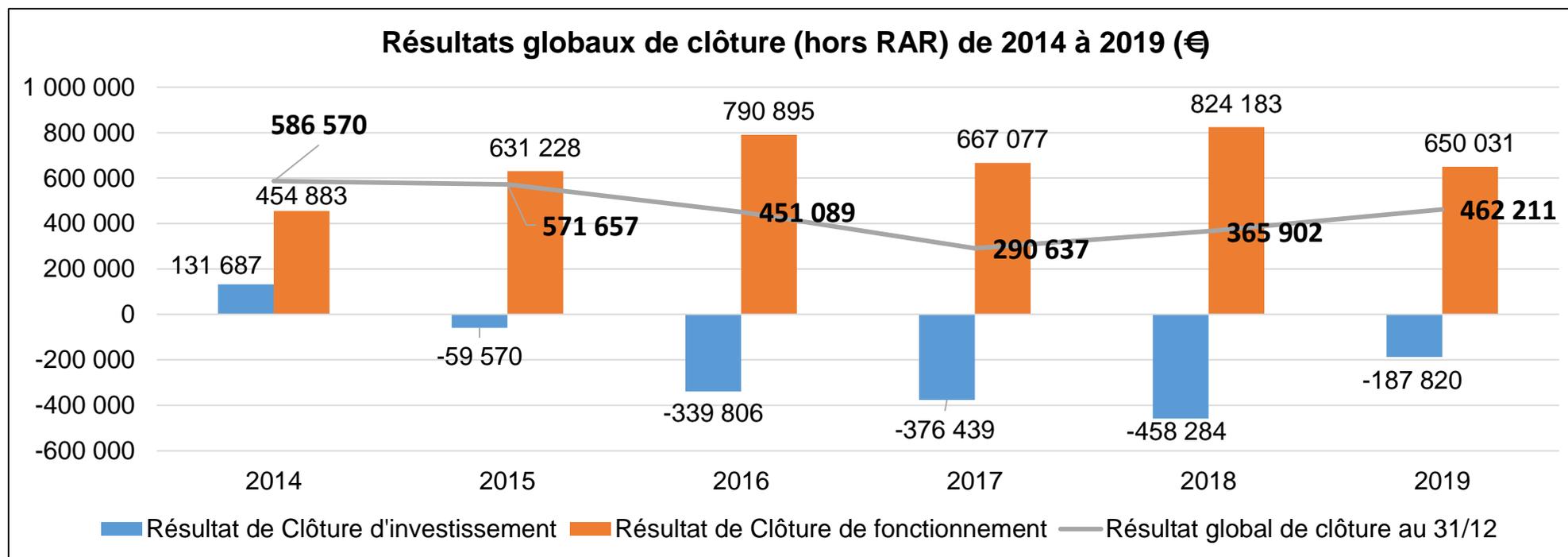
Commentaires clés sur le financement des dépenses d'investissement :

- **Le dynamisme des dépenses d'investissement (+ 722,1 K€** soit encore + 35,8%/an), hors remboursement de la dette, est principalement lié aux dépenses d'équipement nouvelles (+ 3 017,9 K€ sur la période) ;
- **Trois emprunts nouveaux souscrits sur la période 2015-2019** pour un total de **1 151,7 K€** ;
- **Le taux de financement externe moyen** des dépenses d'investissement est de **38 %** sur la période de 2014 à 2019 (subventions reçues et récupération de TVA) et de dégrade sur la période 2018-2019 à hauteur de **34 %** ;
- **Le taux de financement interne moyen annuel** (affectation en réserves) est de **25%** (3 088 K€/an). En 2019, ce taux est de **30%**.

O. Synthèse de l'analyse rétrospective financière 2014-2019

0.3 Les résultats globaux de clôture de 2014 à 2019

(K€)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution 2014/2018
Résultat de clôture investissement	131 687	-59 570	-339 806	-376 439	-458 284	-187 820	-207,4%
Résultat de clôture fonctionnement	454 883	631 228	790 895	667 077	824 183	650 031	7,4%
Résultat global de clôture (hors RAR)	586 570	571 657	451 089	290 637	365 902	462 211	-4,7%



0. Synthèse de l'analyse rétrospective financière 2014-2019

0.3 Les résultats globaux de clôture de 2014 à 2019

Commentaires clés sur les résultats globaux de clôture de 2014 à 2019 :

- **Le résultat global de clôture en fonctionnement** s'est amélioré de l'ordre de **195,1 K€**, soit une hausse moyenne de 7,4 %/an.
- **Le résultat global de clôture, en investissement, s'est détérioré** d'environ **319,5 K€** entre 2014 et 2019 du fait des **affectations en réserves, d'une diminution du taux de financement externe des investissements qui a diminué (passant de 64% à 30%)** et surtout de **trois nouveaux financements bancaires de 1 151,7 K€**. A noter qu'en 2019, les investissements ont été également financés **par la vente d'une partie du patrimoine** de la commune (partie d'un parking et presbytère).
- **Le résultat global de clôture (hors RAR)** a connu, de 2014 à 2019, **une baisse de 124,4 K€** (soit encore - 4,7%/an) pour atteindre **462,2 K€ au 31/12/2019**.

En synthèse, une situation financière qui se dégrade et devient critique du fait, d'une capacité de désendettement très élevée (22,9 ans à fin 2019), des SIG qui se détériorent (CAF nette négative à fin 2019 qui induit que la commune ne peut plus payer ses annuités d'emprunts existants), et en parallèle, une baisse du taux de financement externe des investissements.



Analyse rétrospective de la situation financière 2014-2019

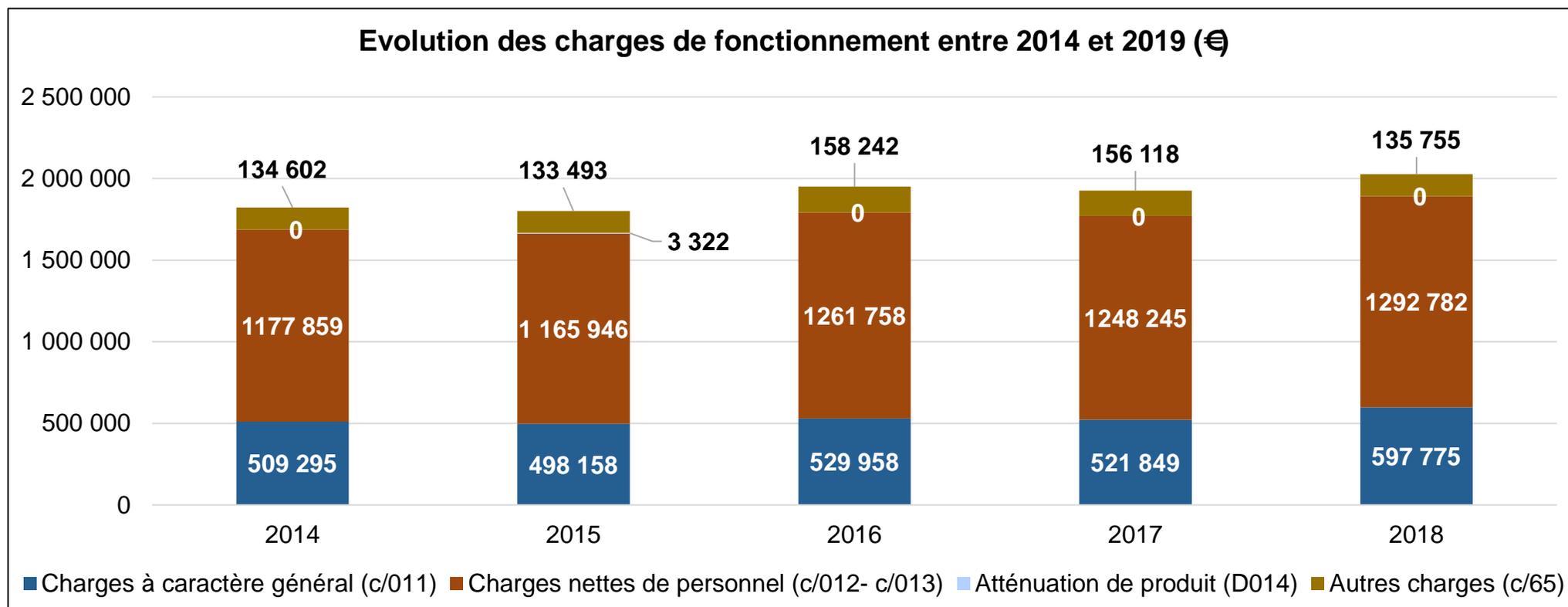


1. Evolution des charges de fonctionnement entre 2014 et 2019

1. Evolution des charges de fonctionnement entre 2014 et 2019

1.1 Synthèse des charges de fonctionnement

(€)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evo moy. (%)
Charges à caractère général (c/011)	541 762	509 295	498 158	529 958	521 849	597 775	2,0%
Charges nettes de personnel (c/012- c/013)	1 120 588	1 177 859	1 165 946	1 261 758	1 248 245	1 292 782	2,9%
Atténuation de produit (D014)	0	0	3 322	0	0	0	-
Autres charges (c/65)	127 882	134 602	133 493	158 242	156 118	135 755	1,2%
Charges de gestion (B)	1 790 232	1 821 756	1 800 919	1 949 958	1 926 212	2 026 312	2,5%



1. Evolution des charges de fonctionnement entre 2014 et 2019

1.1 Synthèse des charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement de la commune (hors intérêt de la dette) présentent une évolution moyenne annuelle de 2,5 % entre 2014 et 2019 sous l'effet :

- **d'une augmentation des charges à caractère général (achats et prestations) :**
 - Entretien de la voirie ;
 - Nouveaux contrats de prestations de services.

- **d'une hausse des effectifs :**
 - Augmentation du recours à des agents contractuels ;
 - Hausse du personnel mis à disposition.

- **d'une variation des subventions et participations versées à d'autres organismes :**
 - Participation versée au Grand Belfort ;
 - Hausse de la participation au CCAS ;
 - Augmentation légère des subventions versées aux associations.

1. Evolution des charges de fonctionnement entre 2014 et 2019

1.1 Synthèse des charges de fonctionnement

Benchmark :

La présente étude illustre un benchmark entre la commune d'Essert et des communes de strate similaire (strate de 2 000 à 5 000 habitants) :

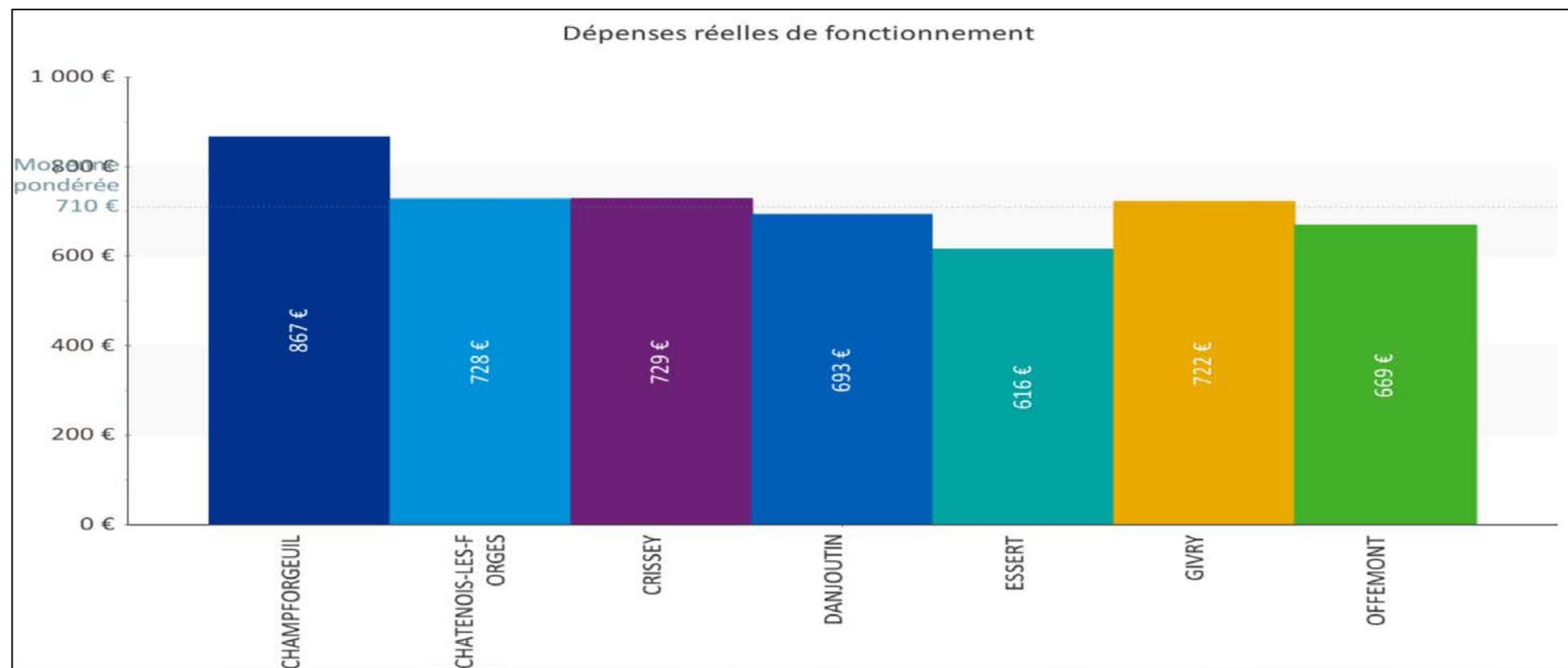
- Champforgeuil ;
- Crissey ;
- Chatenois les Forges ;
- Danjoutin ;
- Givry ;
- Offemont.

Compte tenu de la conjoncture et du vote des CA 2019 au plus tard au 31/12/2019, la comparaison est faite à partir des données des CA 2018.

1. Evolution des charges de fonctionnement entre 2014 et 2019

1.1 Synthèse des charges de fonctionnement

Benchmark : Comparaison des dépenses réelles de fonctionnement par habitant en 2018



Les dépenses réelles de fonctionnement de la commune d'Essert sont moins élevées par rapport aux autres communes comparées.

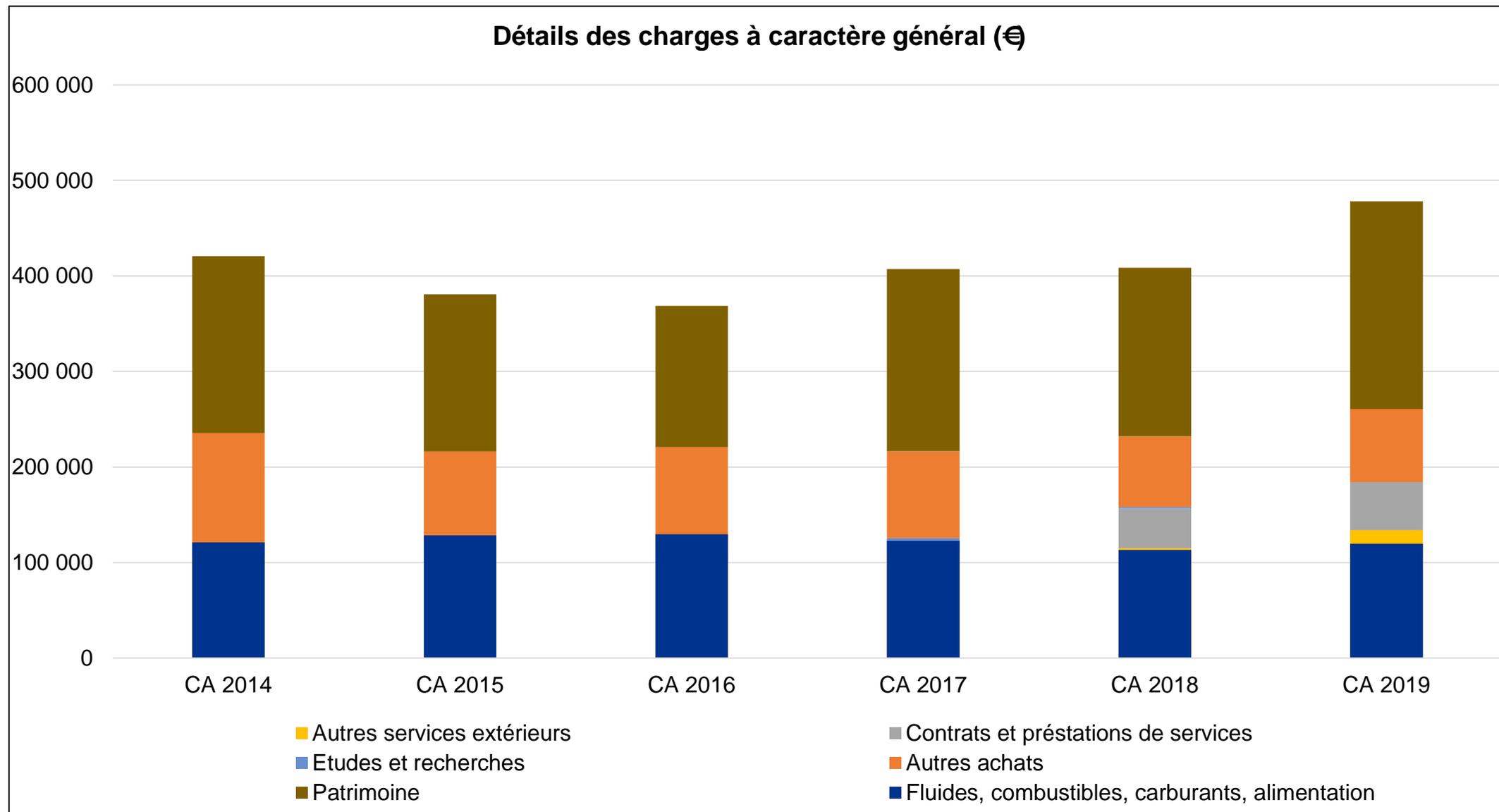
1. Evolution des charges de fonctionnement entre 2014 et 2019

1.2 les charges à caractère général

Libellé	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Evol ann moy 2014-2019 (%)
Charges à caractère général (D011)	541 762	509 297	498 158	529 958	521 849	597 775	2%
Fluides, combustibles, carburants, alimentation	120 933	128 457	129 488	122 803	113 291	119 626	0%
Eau	7 259	8 099	8 375	6 947	12 443	9 651	6%
Energie électricité	64 568	68 978	67 635	65 389	53 881	77 546	4%
Chauffage	36 201	38 702	41 243	38 379	36 588	18 560	-13%
Autres fournitures non stockables	0	0	0	0	0	0	-
Combustible	0	0	0	0	0	0	-
Carburants	7 363	5 921	5 144	5 643	4 518	4 917	-8%
Alimentation	4 547	5 245	5 460	5 198	4 773	6 149	6%
Autres	995	1 512	1 631	1 247	1 088	2 803	
Contrats et prestations de services	13 075	13 767	11 994	12 853	41 388	50 356	31%
Contrat de Prestations de services	1 225	2 420	906	2 164	25 600	31 736	92%
Crédit-bail mobilier	11 850	11 347	11 088	10 689	15 788	18 620	9%
Etudes et recherches	0	0	0	4 240	1 635	0	-
Autres achats	116 343	96 864	109 512	91 115	73 998	76 522	-8%
Patrimoine	185 246	164 470	147 948	190 559	176 408	217 418	3%
Achat de prestations de services	57 506	61 083	53 051	63 868	68 868	74 850	5%
Location immobilière	0	0	0	1	0	0	-
Location mobilière	6 593	10 488	7 569	5 565	1 872	2 612	-17%
Charges locatives	0	0	0	0	350	419	-
Entretiens et réparations	93 754	70 989	62 562	98 213	86 147	120 121	5%
Assurances	20 563	15 285	18 158	16 262	10 522	11 042	-12%
Taxes	6 830	6 625	6 608	6 650	8 649	8 374	4%
Taxes foncières	4 944	4 719	4 396	4 426	6 400	6 095	4%
Autres droits	0	0	290	290	297	303	-
Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	1 886	1 906	1 922	1 934	1 952	1 976	1%
Autres services extérieurs	106 165	105 739	99 216	108 388	115 130	133 853	5%

1. Evolution des charges de fonctionnement entre 2014 et 2019

1.2 les charges à caractère général



1. Evolution des charges de fonctionnement entre 2014 et 2019

1.2 les charges à caractère général

Les charges à caractère général recouvrent l'ensemble du coût des achats, des services et des fluides consommés par la commune.

Cette hausse (+ 56 K€) est générée essentiellement par :

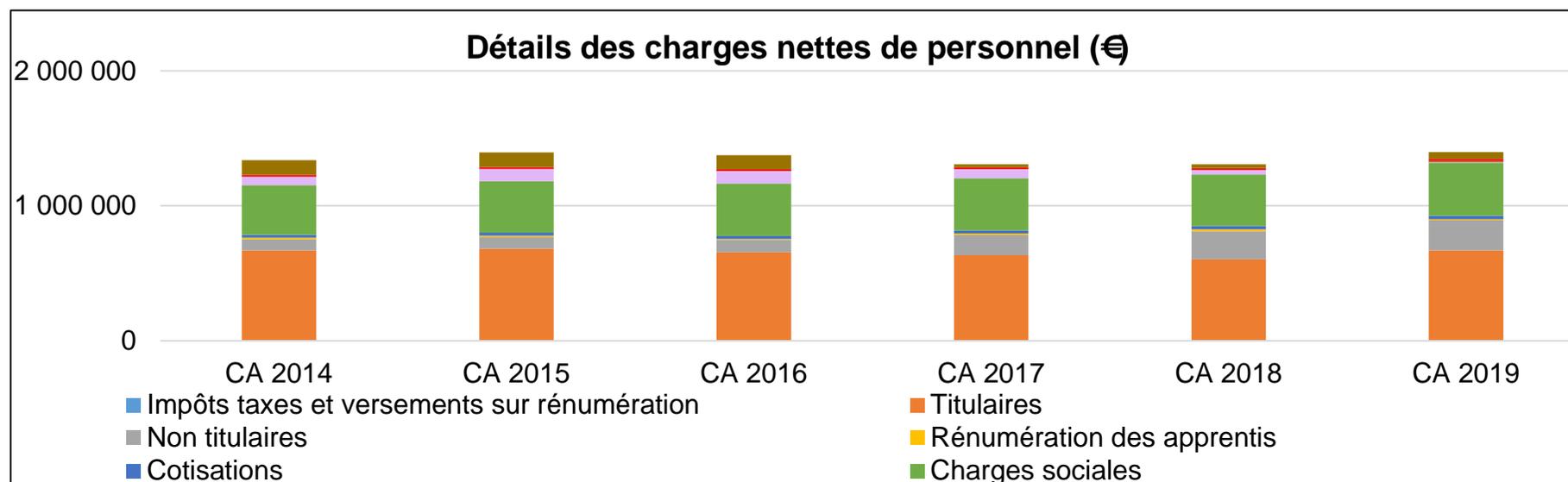
- **L'augmentation des charges de certains postes entre 2014 et 2019 :**
 - Entretien de la voirie (+ 38 K€) ;
 - Nouveaux recours aux prestations de services (+ 38 K€) ;
 - Entretien et réparations (+ 26,4 K€) ;
 - Taxes (+1,5 K€).

- **Mais qui est atténuée par la baisse d'autres postes de dépenses :**
 - Achats de matériels et de fournitures (- 39 K€) ;
 - Assurances (- 9,5 K€) ;
 - Fluide, combustibles, carburants, alimentation (- 1,3 K€).

1. Evolution des charges de fonctionnement entre 2014 et 2019

1.3 les charges nettes de personnel

Libellé	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Evol ann moy 2014-2019 (%)
Dépenses nettes de personnel (D012)	1 120 588	1 177 859	1 165 946	1 261 758	1 248 245	1 292 782	2,9%
Impôts taxes et versements sur rémunération	2 130	2 269	2 193	2 255	2 265	2 232	0,9%
Titulaires	668 112	680 332	653 452	632 848	602 403	666 875	0,0%
Non titulaires	81 584	85 337	92 652	147 813	207 165	223 743	22,4%
Rénumération des apprentis	11 734	10 749	6 277	11 326	13 853	7 898	-7,6%
Cotisations	21 567	22 410	21 180	23 926	24 784	26 415	4,1%
Charges sociales	367 995	380 925	389 594	387 038	380 320	392 410	1,3%
Emplois d'avenir et d'insertion	63 133	91 339	91 656	66 054	33 954	3 033	-45,5%
Autre personnel extérieur	771	565	603	895	762	9 686	65,9%
Versement transport	11 893	12 711	12 345	12 641	12 629	13 207	2,1%
Atténuation de charges	108 331	108 778	104 006	23 038	29 890	52 717	-13,4%



1. Evolution des charges de fonctionnement entre 2014 et 2019

1.3 les charges nettes de personnel

Les charges de personnel supportées par le budget principal de la commune d'Essert ont augmenté de 2,9% par an en moyenne entre 2014 et 2019, soit + 172 K€ au total.

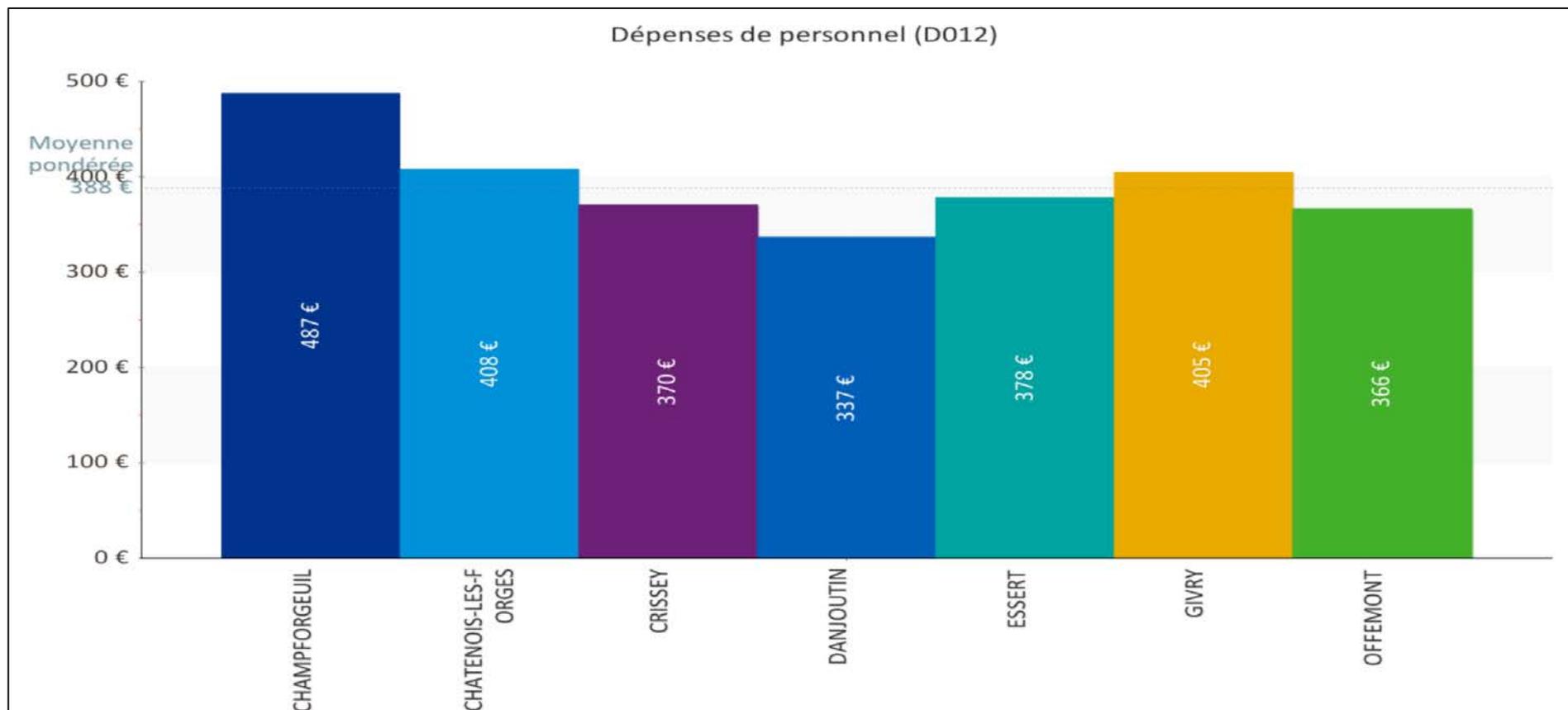
- **Hausse du personnel contractuel (+ 142 K€) et des cotisations de sécurité sociale et de prévoyance (+ 24 K€) :** La rémunération des contractuels a été multipliée par 3 entre 2014 et 2019.
- **Maitrise de l'évolution de la rémunération (y compris primes) des titulaires en dépit de l'effet glissement-vieillesse-technicité (GVT).**
- **Autres personnels extérieurs (+ 9 K€) :** 1 Emploi concernant la Passerelle pour l'Emploi.
- **Remboursement sur rémunération du personnel : (- 55 K€).**

Les charges du personnel représentent 60 % des charges réelles de fonctionnement.

1. Evolution des charges de fonctionnement entre 2014 et 2019

1.3 les charges nettes de personnel

Benchmark : Comparaison des dépenses du personnel par habitant en 2018

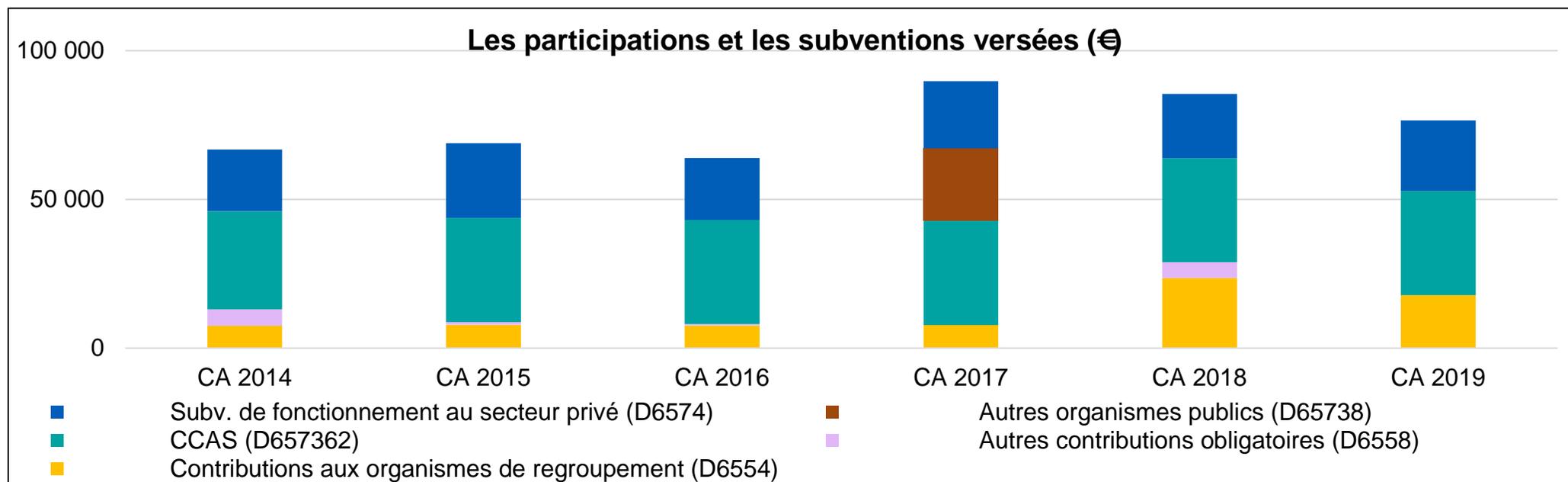


Les dépenses de personnel de la commune d'Essert se rapprochent de la moyenne pondérée (388 K€/hab)

1. Evolution des charges de fonctionnement entre 2014 et 2019

1.4 Les autres charges de gestion courante

Libellé	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Evol ann moy 2017-2019
Autres charges courantes (D65)	127 882	134 602	133 493	158 242	156 118	135 755	1%
Indemnités, frais de missions élus (D653)	61 054	65 619	69 546	68 174	70 336	59 084	-1%
Créances admises en non valeur (D6541)	67	0	0	337	353	77	3%
Créances éteintes (D6542)	0	99	0	0	0	0	-
Contributions aux organismes de regroupement (D6554)	7 553	7 831	7 583	7 787	23 608	17 812	19%
Autres contributions obligatoires (D6558)	5 490	949	497	0	5 276	0	-100%
CCAS (D657362)	33 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	1%
Autres organismes publics (D65738)	0	0	0	24 379	0	0	-
Subv. de fonctionnement au secteur privé (D6574)	20 718	25 104	20 867	22 565	21 545	23 780	3%
Charges diverses de la gestion courante (D658)	0	0	0	0	0	2	-



1. Evolution des charges de fonctionnement entre 2014 et 2019

1.4 Les autres charges de gestion courante

Libellé	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Evol ann moy 2017-2019
Autres charges courantes (D65)	127 882	134 602	133 493	158 242	156 118	135 755	1%
Indemnités, frais de missions élus (D653)	61 054	65 619	69 546	68 174	70 336	59 084	-1%
Créances admises en non valeur (D6541)	67	0	0	337	353	77	3%
Créances éteintes (D6542)	0	99	0	0	0	0	-
Contributions aux organismes de regroupement (D6554)	7 553	7 831	7 583	7 787	23 608	17 812	19%
Autres contributions obligatoires (D6558)	5 490	949	497	0	5 276	0	-100%
CCAS (D657362)	33 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	1%
Autres organismes publics (D65738)	0	0	0	24 379	0	0	-
Subv. de fonctionnement au secteur privé (D6574)	20 718	25 104	20 867	22 565	21 545	23 780	3%
Charges diverses de la gestion courante (D658)	0	0	0	0	0	2	-

Les charges de gestion courante comprennent l'ensemble des participations et subventions versées aux satellites de la commune (syndicats, associations, CCAS) ainsi que les indemnités des élus.

Ces dépenses enregistrent les évolutions suivantes :

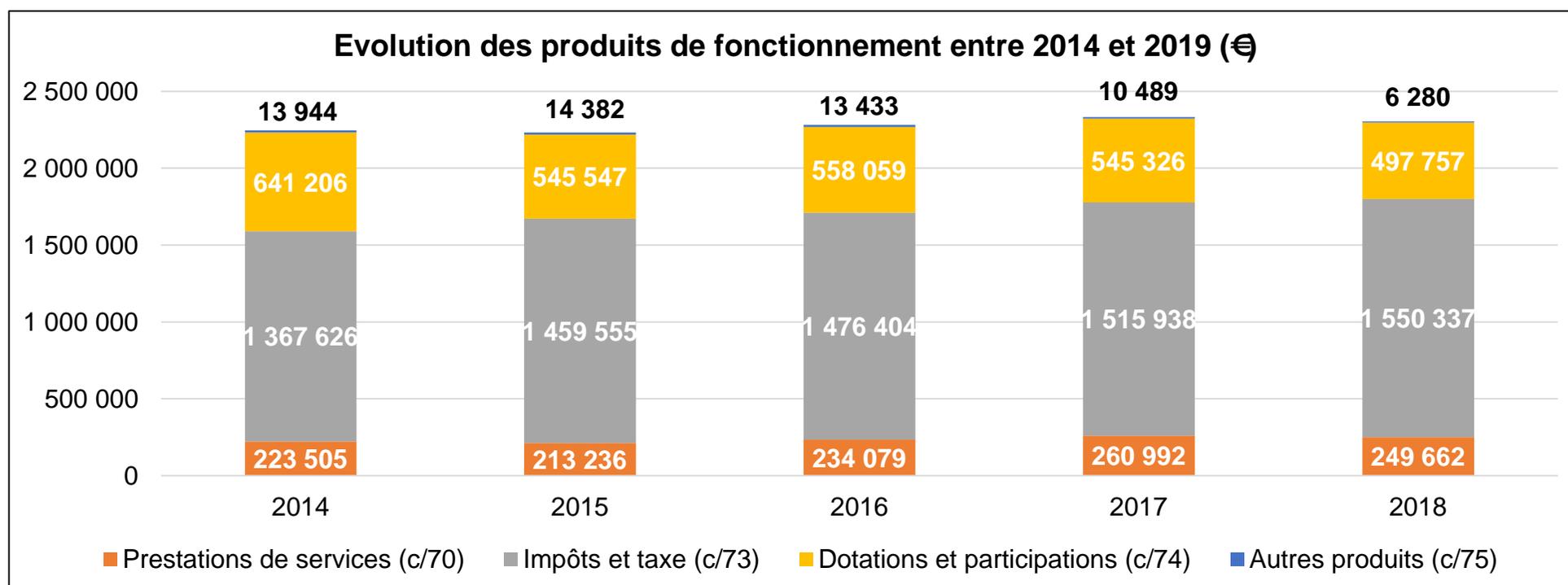
- Hausse de la contribution au syndicat Territoire d'Énergie 90 (+ 1,9 K€ entre 2014 et 2019) ;
- Paiement d'une contribution au Grand Belfort relative au service « Gardes Natures » de 6,5 K€ en 2019 ;
- Augmentations des subventions versées aux association (+ 3 K€) ;
- Stabilité de la participation au CCAS (35 K€ au total entre 2015 et 2019).

2. Evolution des produits de fonctionnement entre 2014 et 2019

2. Evolution des produits de fonctionnement entre 2014 et 2019

2.1 Synthèse des recettes de fonctionnement

(€)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evo moy. (%)
Produits de services (c/70)	240 089	223 505	213 236	234 079	260 992	249 662	0,8%
Impôts et taxes (c/73)	1 317 576	1 367 626	1 459 555	1 476 404	1 515 938	1 550 337	3,3%
Dotations et participations (c/74)	597 889	641 206	545 547	558 059	545 326	497 757	-3,6%
Autres produits (c/75)	14 635	13 944	14 382	13 433	10 489	6 280	-15,6%
Recettes de gestion (A)	2 170 189	2 246 281	2 232 720	2 281 975	2 332 745	2 304 036	1,2%



2. Evolution des produits de fonctionnement entre 2014 et 2019

2.1 Synthèse des recettes de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement de la commune présentent une évolution moyenne annuelle de 1,2 % entre 2014 et 2019 sous l'effet :

- **d'une hausse des produits de services (+ 9,6 K€) :**
 - Augmentation des Redevances des services périscolaires (+ 68 K€) ;
 - Hausse du remboursement des mises à disposition du personnel (+ 26,8 K€) ;
 - Fin des redevances à caractère social (- 54 K€) ;
 - Baisse de la coupe de bois (- 34,6 K€).

- **d'une augmentation des impôts et taxes (232,8 K€) :**
 - Augmentation de la fiscalité directe locale (TH + TFB + TFNB) (+ 189 K€) ;
 - Hausse de la Taxe additionnelle aux droits de mutation (+ 20,3 K€).

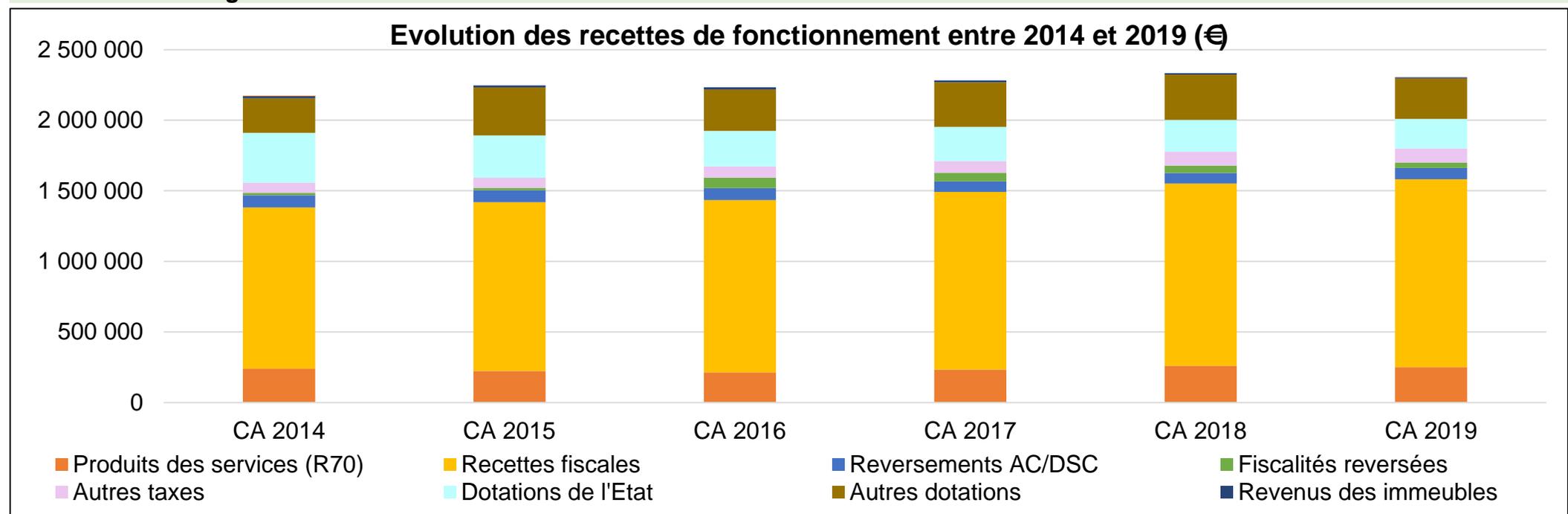
- **d'une baisse des dotations et participations (- 100, 1 K€) :**
 - Baisse de la DGF (- 138,2 K€) ;
 - Hausse des autres organismes (+ 28,5 K€).

- **d'une diminution des autres produits de gestion courante (- 8,4 K€) :**
 - Diminution des revenus des immeubles (- 8,4 K€).

2. Evolution des produits de fonctionnement entre 2014 et 2019

2.1 Synthèse des recettes de fonctionnement

Libellé	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Evo moy. (%)
RECETTES DE GESTION	2 170 189	2 246 281	2 232 720	2 281 975	2 332 745	2 304 036	1,2%
Produits des services	240 089	223 505	213 236	234 079	260 992	249 662	0,8%
Recettes fiscales	1 141 382	1 195 039	1 220 311	1 256 860	1 289 654	1 331 578	3,1%
Reversements AC/DSC	85 823	85 823	85 823	74 888	74 888	79 493	-1,5%
Fiscalités reversées	16 911	17 043	74 776	62 171	52 983	39 110	18,3%
Autres taxes	73 460	69 721	78 645	82 485	98 413	100 156	6,4%
Dotations de l'Etat	352 341	301 752	250 892	242 378	225 943	209 889	-9,8%
Autres dotations	245 548	339 454	294 655	315 681	319 383	287 868	3,2%
Revenus des immeubles	14 635	13 944	14 382	13 433	10 489	6 278	-15,6%
Produits divers de gestion courante	0	0	0	0	0	2	-



2. Evolution des produits de fonctionnement entre 2014 et 2019

2.1 Synthèse des recettes de fonctionnement

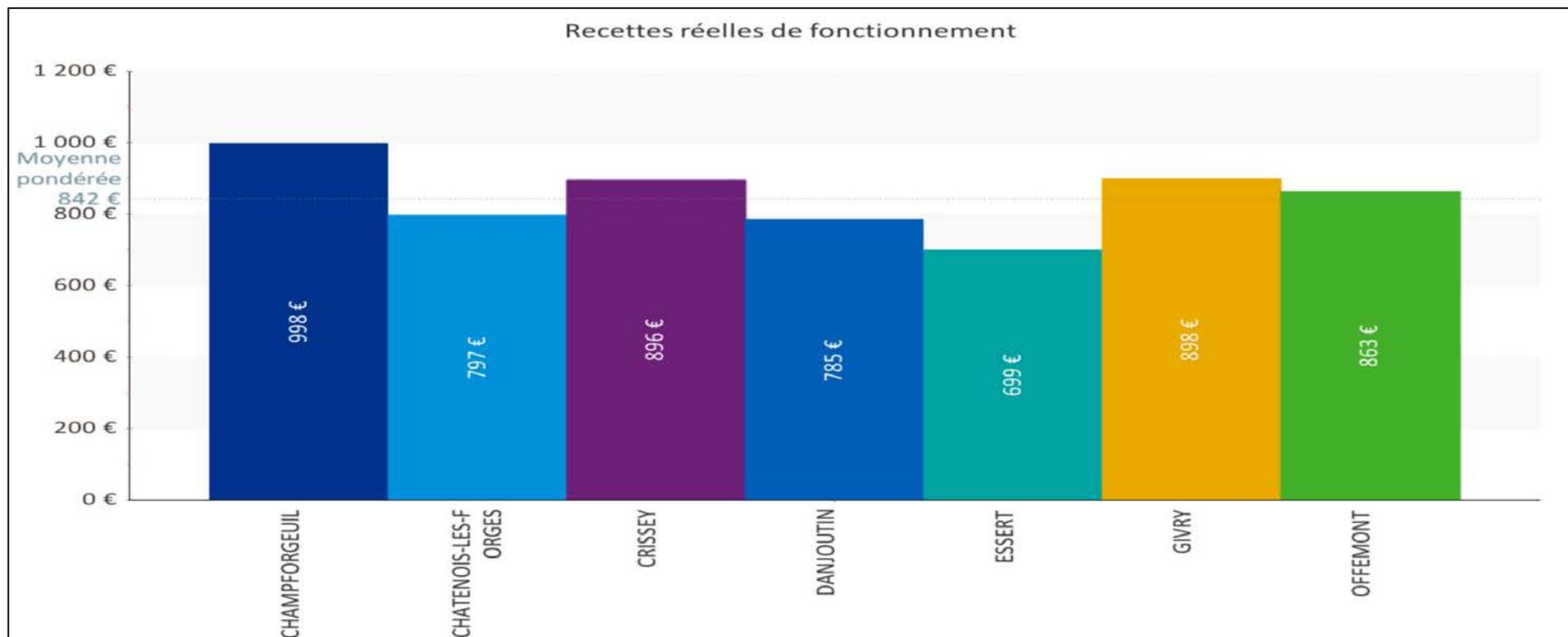
Les produits de gestion de fonctionnement (hors produits financiers et produits exceptionnels) de la commune d'Essert présentent une évolution moyenne annuelle de **1,2 % entre 2014 et 2019**. Cette évolution s'explique par :

- La commune d'Essert a connu une évolution du produit des taxes directes locales par le biais **du dynamisme de ses bases d'imposition (+ 1 520,8 K€ entre 2014 et 2019) (effet base)** ;
- Depuis 2016, la commune d'Essert est devenue **bénéficiaire du FPIC**. Toutefois, le montant du FPIC a fortement chuté en 2019 (**27,1 K€ contre 58,7 K€ en 2016**) ;
- Cependant cette augmentation est atténuée par **la perte progressive de DGF**, générée par la baisse de la **dotation forfaitaire (- 138,6 K€ sur la période 2014-2019)**.

2. Evolution des produits de fonctionnement entre 2014 et 2019

2.1 Synthèse des recettes de fonctionnement

Benchmark : Comparaison des recettes réelles de fonctionnement par habitant en 2018



A l'instar des dépenses réelles de fonctionnement, les recettes réelles de fonctionnement sont moins élevées que les autres communes comparées.

2. Evolution des produits de fonctionnement entre 2014 et 2019

2.2 Les produits des services et du domaine

Libellé	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Evo moy. (%)
Produits des services et du domaine	240 089	223 505	213 236	234 079	260 992	249 662	0,8%
Redevances utilisation du domaine	2 604	2 617	2 740	2 494	2 694	2 098	-4,2%
Coupe de bois	39 017	8 444	2 820	20 306	38 924	4 406	-35,4%
Services funéraires	2 247	6 403	4 868	3 608	4 615	7 167	26,1%
Services culturels	218	290	207	187	200	236	1,6%
Services sports et loisirs	0	0	0	0	0	0	-
Services à caractère social	53 972	51 436	0	0	0	0	-100,0%
Service périscolaire et d'enseignement	127 150	141 086	188 948	193 273	199 074	195 113	8,9%
Mise à disposition et remboursement de frais	1 500	2 974	4 706	1 654	4 190	21 133	69,7%
Remboursement forfaitaire T.V.A.	755	1 402	713	415	515	2 079	22,5%
Autres	12 626	8 853	8 234	12 142	10 780	17 430	6,7%

Les produits des services et du domaine ont progressé de 9,6 K€ entre 2014 et 2019, générés essentiellement par :

- Les recettes des services enfance/jeunesse (+ 68 K€) ;
- Le remboursement des mises à disposition du personnel (+ 19,6 K€) ;
- Les recettes funéraires (+ 4,9 K€).

A l'inverse, les coupes de bois et les redevances d'utilisation du domaine ont respectivement diminué de 34,6 K€ et de 0,506 K€.

A noter que depuis 2016, la commune d'Essert ne perçoit plus de redevances à caractère social.

2. Evolution des produits de fonctionnement entre 2014 et 2019

2.3 Les recettes fiscales retraitées

Libellé	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Evo moy. (%)
Recettes fiscales	1 317 576	1 367 626	1 456 233	1 476 404	1 515 938	1 550 337	3,3%
Fiscalité directe (TH-FB-FNB)	1 141 382	1 195 039	1 213 640	1 255 628	1 284 583	1 330 408	3,1%
Taxe Locale Publicité Extérieure (TLPE)	2 990	4 459	4 000	5 129	16 631	8 005	21,8%
Taxe additionnelle aux droits de mutation	62 041	56 914	66 221	67 756	72 087	82 360	5,8%
Reversements AC	74 888	74 888	74 888	74 888	74 888	79 493	1,2%
Reversements DSC	10 935	10 935	10 935	0	0	0	-100,0%
Reversements FPIC	0	0	58 107	44 755	41 018	27 136	-100,0%
Autres	25 340	25 391	31 764	28 248	26 731	22 935	-
Prélèvements FPIC	0	0	3 322	0	0	0	-

Les recettes fiscales nettes des prélèvements **ont progressé de 3,3% par an en moyenne** entre 2014 et 2019 essentiellement générées par **l'évolution du produit des taxes directes locales et notamment par le dynamisme de leurs bases d'imposition (+ 1 520,8 K€ entre 2014 et 2019) (effet base) à taux constant.**

Les ressources fiscales représentent plus de **58 % des recettes de fonctionnement du budget communal.**

La fiscalité directe représente **87% des recettes fiscales qu'elle perçoit.**

La TLPE a augmenté de **5 K€** sur la période 2014-2019.

Depuis 2016, la commune **est éligible au FPIC.**

2. Evolution des produits de fonctionnement entre 2014 et 2019

2.3 Les recettes fiscales retraitées

Zoom sur la Fiscalité locale :

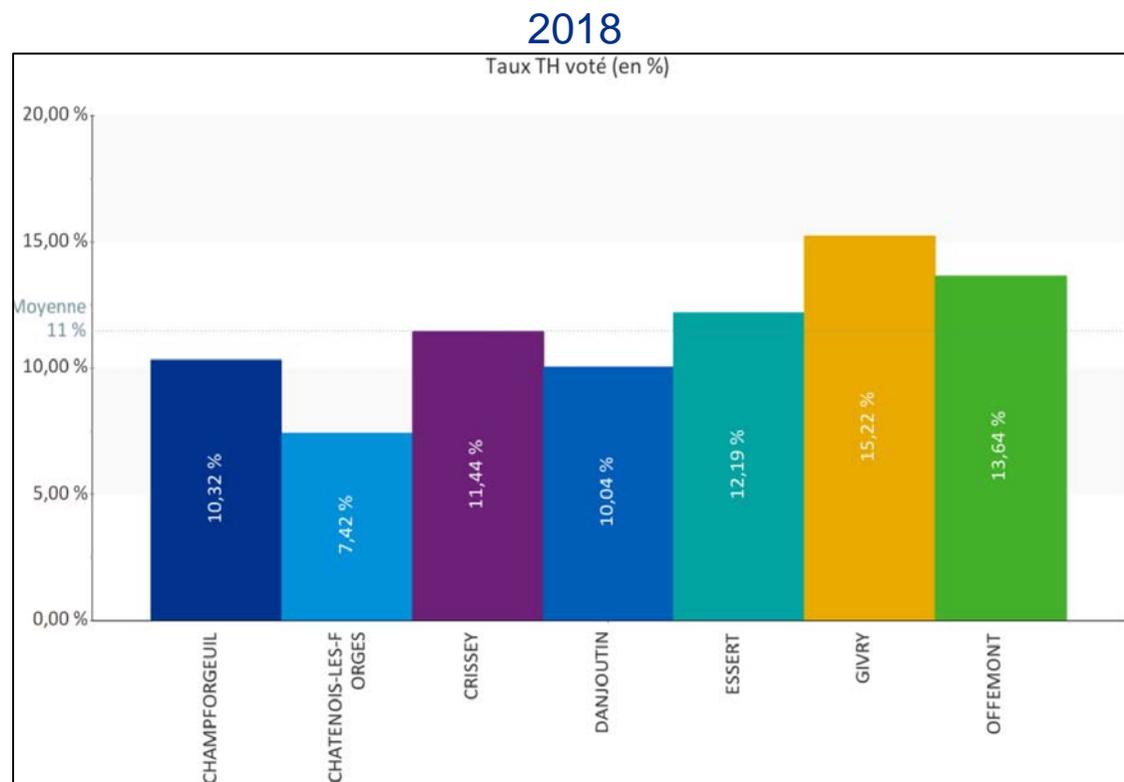
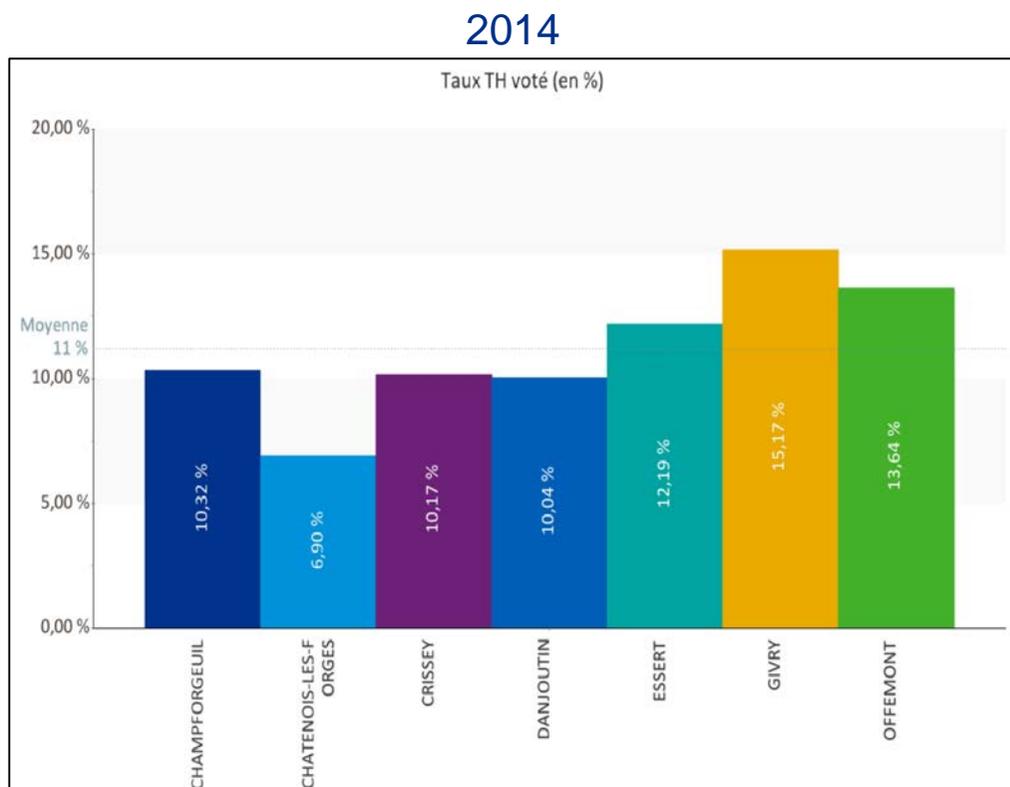
(€)	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Bases nettes de TH	5 028	5 367	5 380	5 539	5 611	5 845
Bases nettes de FB	3 613	3 751	3 848	4 041	4 183	4 311
Bases nettes de FNB	22	27	27	26	25	29
<i>Evolution annuelle des bases</i>						
Bases nettes de TH	so	6,73%	0,25%	2,95%	1,29%	4,19%
Bases nettes de FB	so	3,83%	2,57%	5,01%	3,54%	3,04%
Bases nettes de FNB	so	21,36%	0,51%	-5,41%	-4,91%	17,23%
<i>Taux d'imposition</i>						
TH	12,19%	12,19%	12,19%	12,19%	12,19%	12,19%
FB	14,13%	14,13%	14,13%	14,13%	14,13%	14,13%
FNB	26,76%	26,76%	26,76%	26,76%	26,76%	26,76%
<i>Produits des contributions directes (hors rôles supplémentaires)</i>						
TH	613	654	656	675	684	713
FB	511	530	544	571	591	609
FNB	0	0	0	0	0	0
Total Produits	1 124	1 184	1 200	1 246	1 275	1 322

Effet taux	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Effet bases	5,6%	1,2%	3,8%	2,2%	3,7%

2. Evolution des produits de fonctionnement entre 2014 et 2019

2.3 Les recettes fiscales retraitées

Benchmark : Comparaison des taux de TH en 2014 et 2018



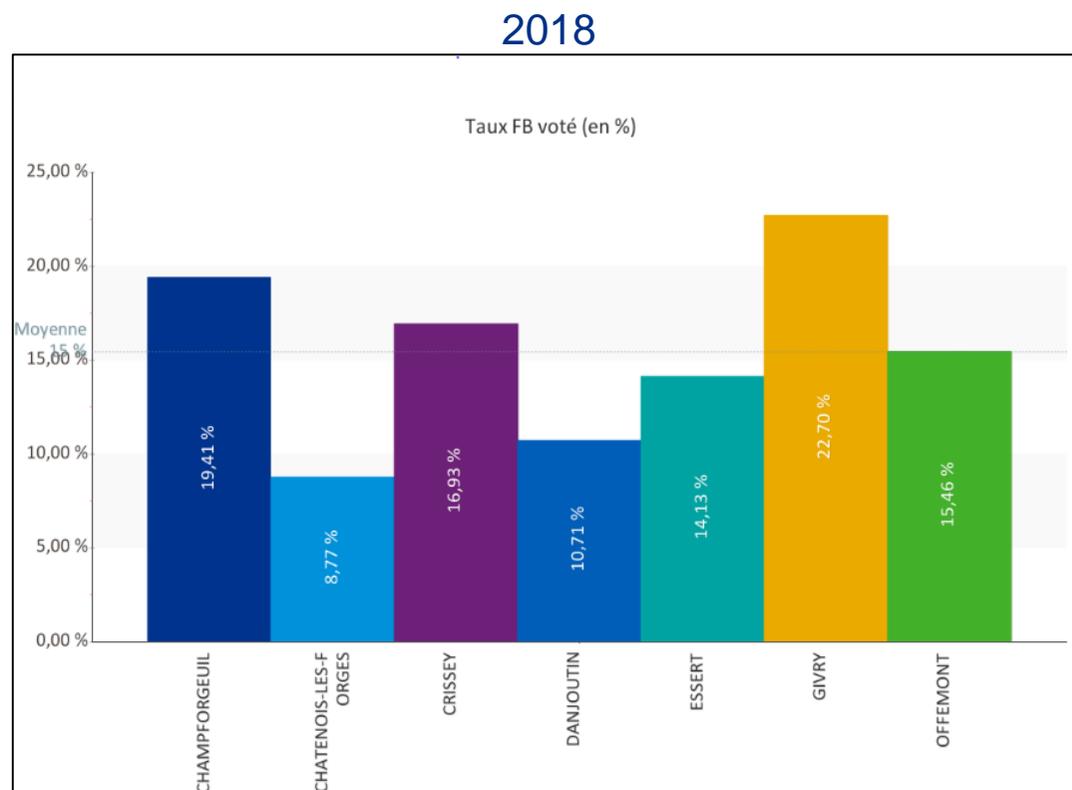
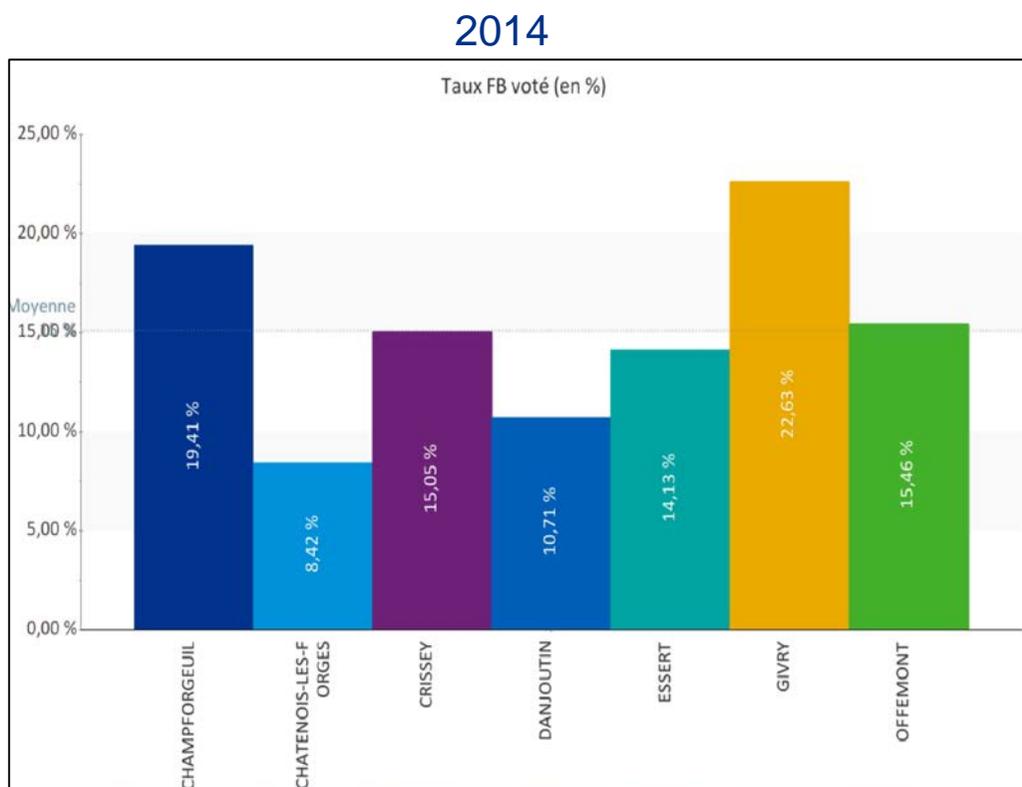
Entre 2014 et 2019, la commune d'Essert n'a pas augmenté son taux de TH.

Toutefois, son taux reste supérieur à la moyenne des taux des communes comparées.

2. Evolution des produits de fonctionnement entre 2014 et 2019

2.3 Les recettes fiscales retraitées

Benchmark : Comparaison des taux de TFB en 2014 et 2018



Entre 2014 et 2019, la commune d'Essert n'a pas augmenté son taux de TFB.

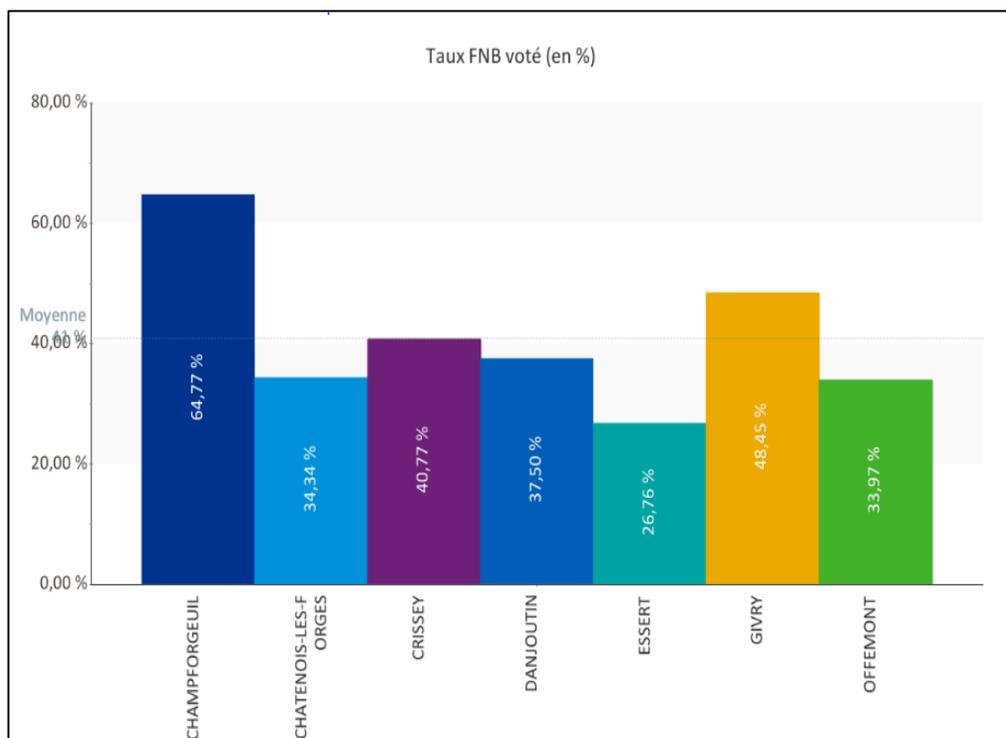
A l'inverse du taux de TH, le taux de TFB de la commune d'Essert est inférieur à la moyenne des taux des communes comparées.

2. Evolution des produits de fonctionnement entre 2014 et 2019

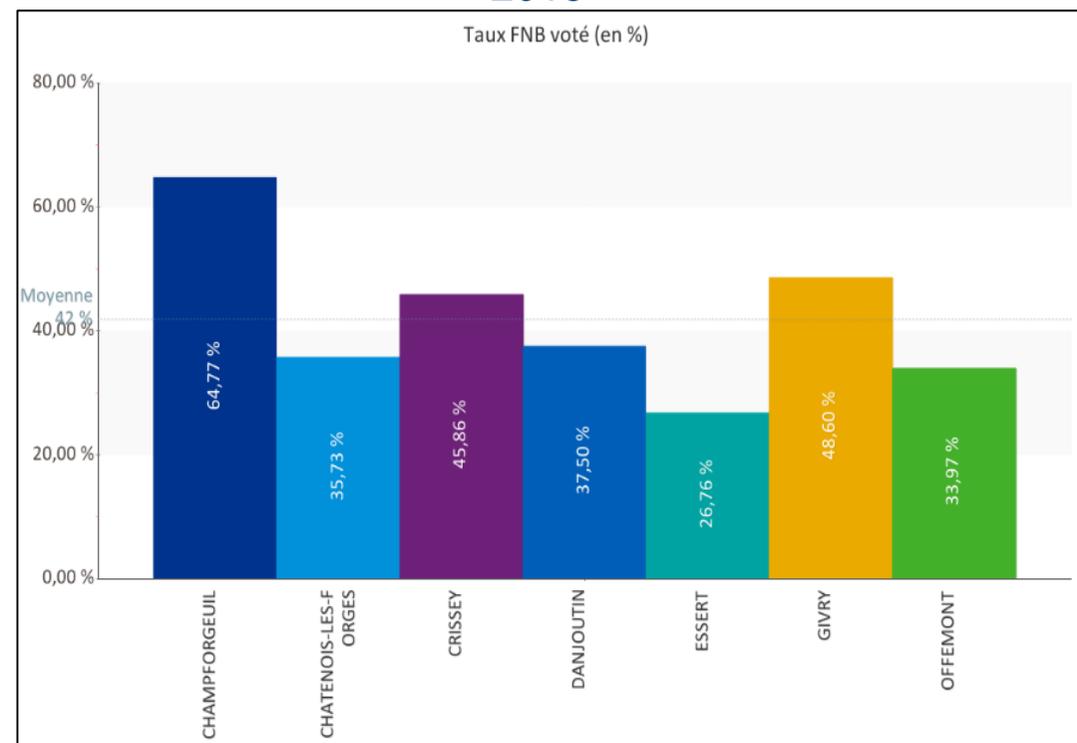
2.3 Les recettes fiscales retraitées

Benchmark : Comparaison des taux de TFNB en 2014 et 2018

2014



2018

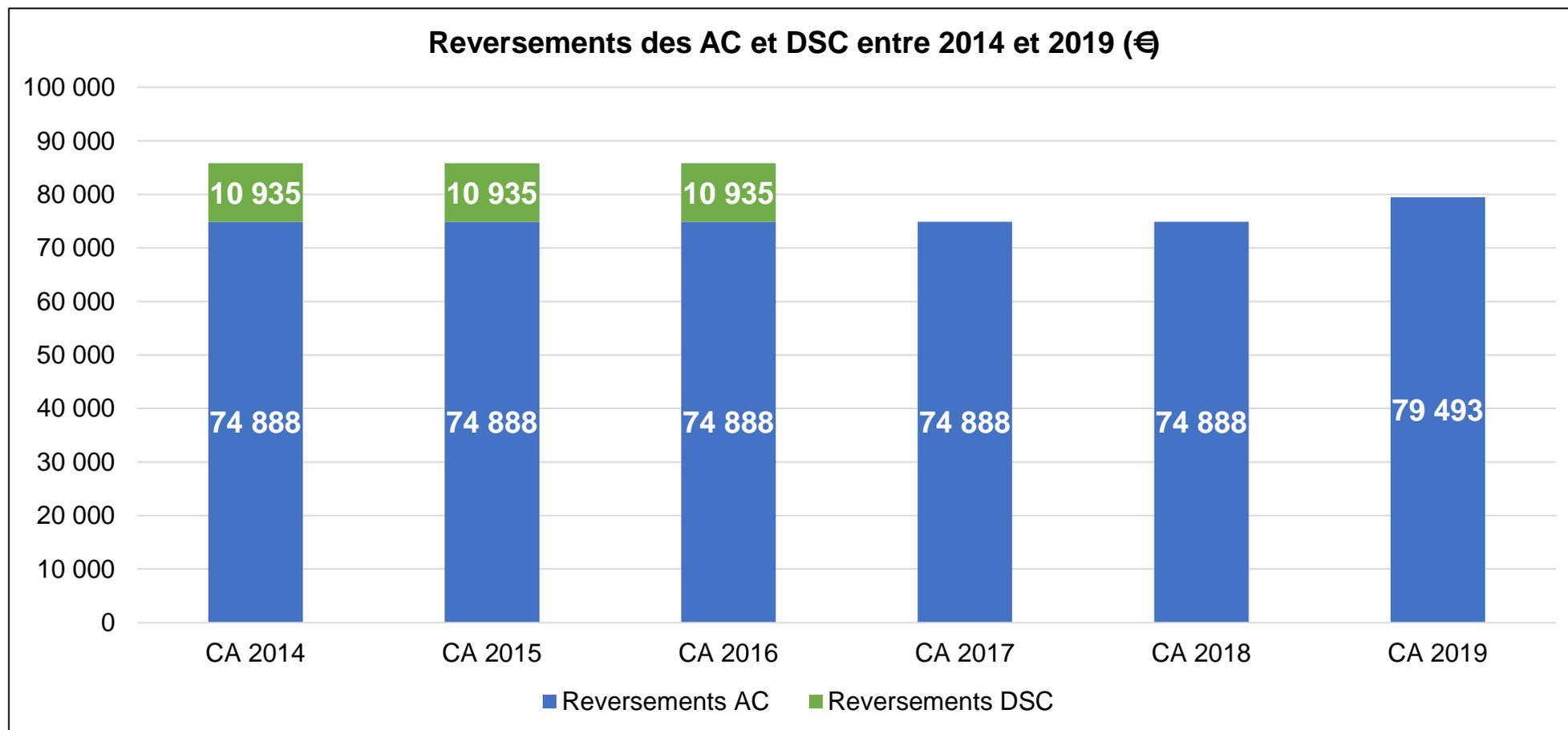


Entre 2014 et 2019, la commune d'Essert n'a pas augmenté son taux de TFNB.

A l'inverse du taux de TH, le taux de TFNB de la commune d'Essert est très inférieur à la moyenne des taux des communes comparées.

2. Evolution des produits de fonctionnement entre 2014 et 2019

2.4 Zoom sur les reversements communautaires

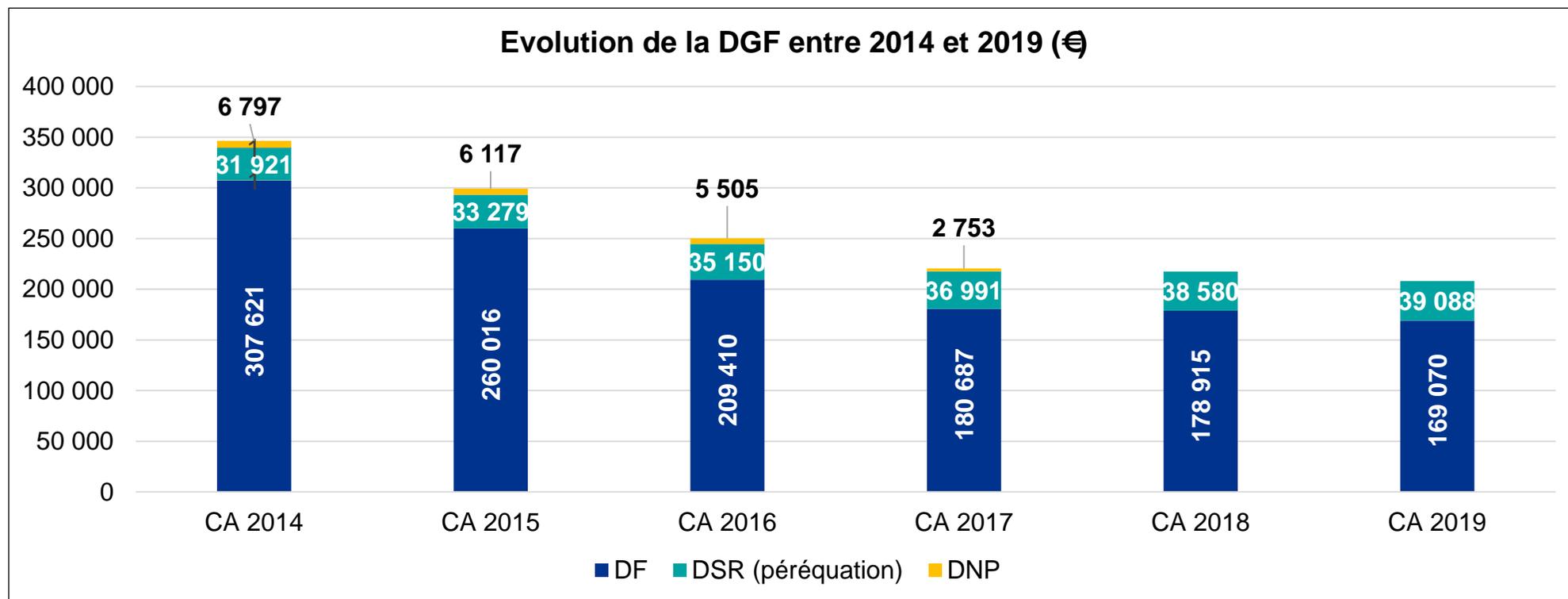


Entre 2014 et 2018, les AC sont stables. En 2019, l'AC perçue par la commune d'Essert a augmenté de 4,6 K€

Depuis 2017, la commune d'Essert ne perçoit plus de DSC.

2. Evolution des produits de fonctionnement entre 2014 et 2019

2.5 Zoom sur la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)



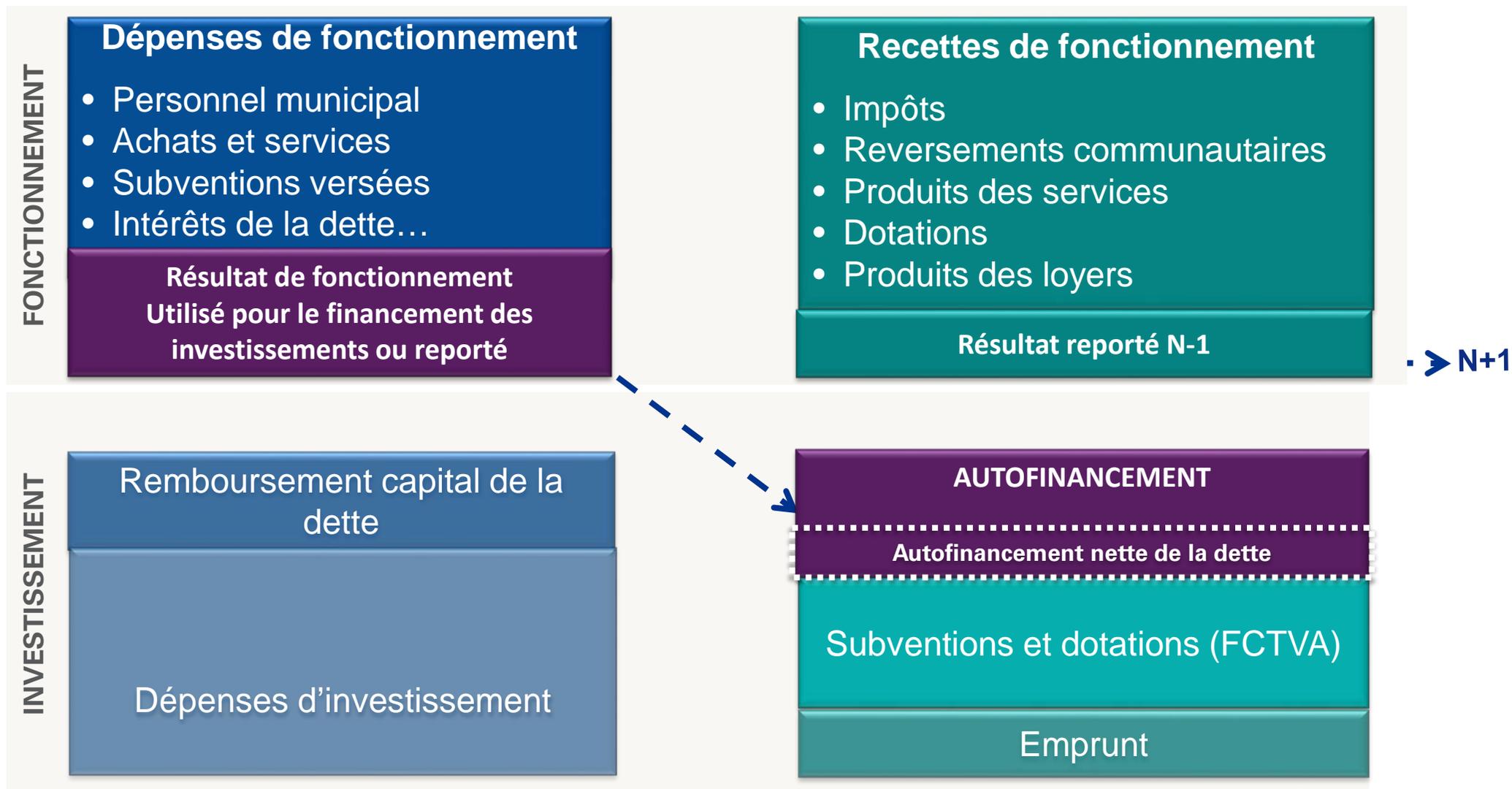
La commune de d'Essert a été impactée par la baisse de la DGF (- 138,2 K€) entre 2014 et 2019.

Depuis 2018, la commune d'Essert ne bénéficie plus de la Dotation Nationale de Péréquation (DNP).

3. Les Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG) entre 2014 et 2019

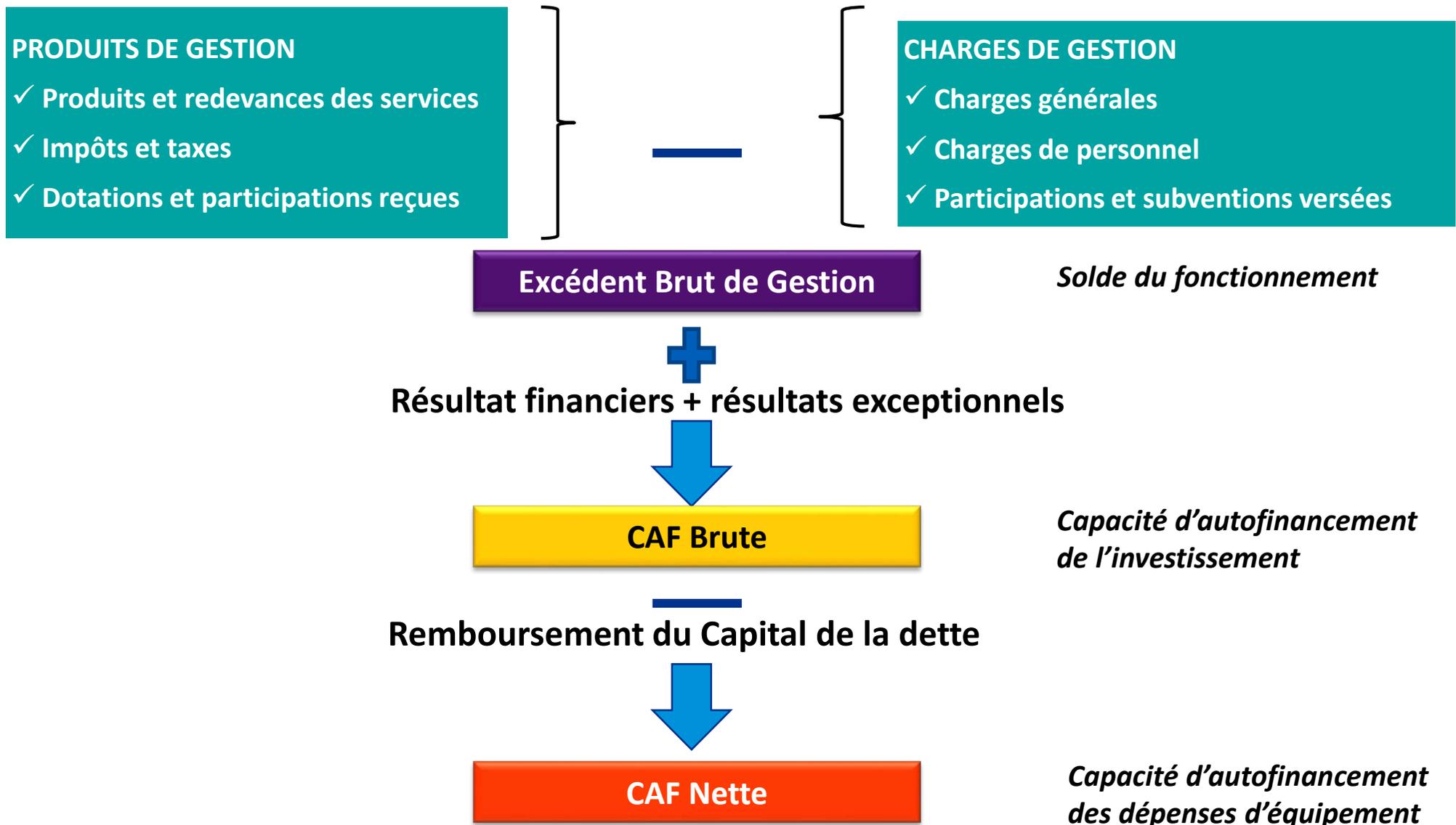
3. Evolution des SIG entre 2014 et 2019

3.1 Rappel de la structure du budget de la commune



3. Evolution des SIG entre 2014 et 2019

3.2 Analyse des SIG entre 2014 et 2019



3. Evolution des SIG entre 2014 et 2019

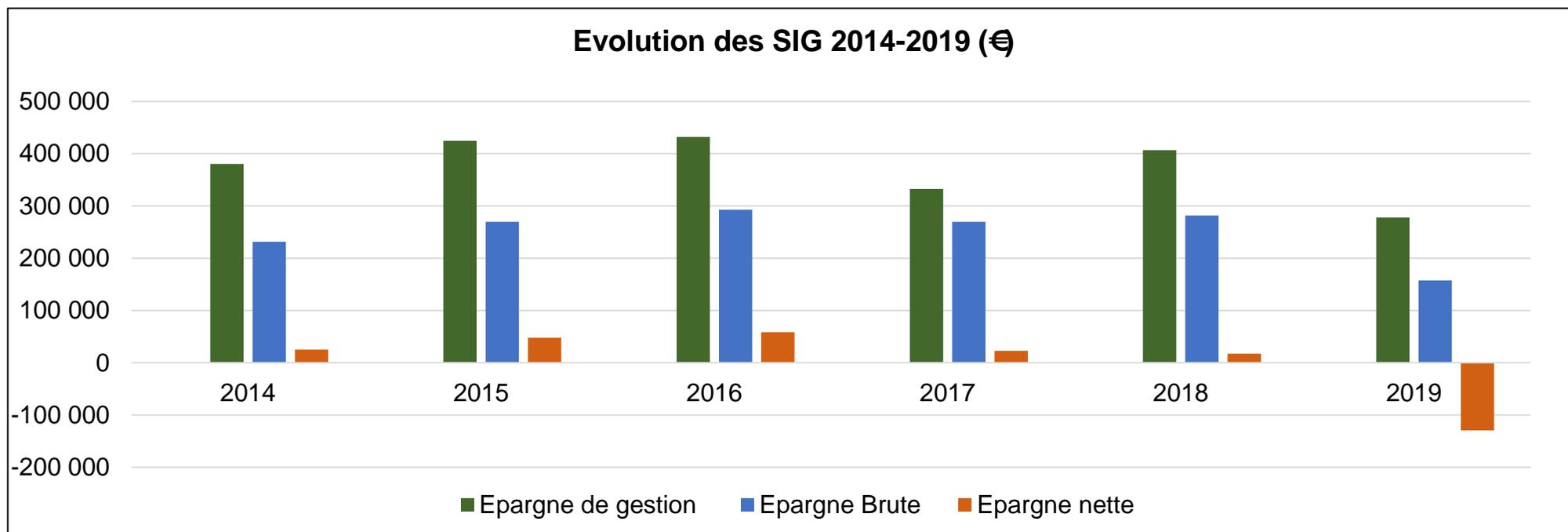
3.2 Analyse des SIG entre 2014 et 2019

(€)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evo moy. (%)
Produits de services (c/70)	240 089	223 505	213 236	234 079	260 992	249 662	0,8%
Impôts et taxes (c/73)	1 317 576	1 367 626	1 459 555	1 476 404	1 515 938	1 550 337	3,3%
Dotations et participations (c/74)	597 889	641 206	545 547	558 059	545 326	497 757	-3,6%
Autres produits (c/75)	14 635	13 944	14 382	13 433	10 489	6 280	-15,6%
Recettes de gestion (A)	2 170 189	2 246 281	2 232 720	2 281 975	2 332 745	2 304 036	1,2%
Charges à caractère général (c/011)	541 762	509 295	498 158	529 958	521 849	597 775	2,0%
Charges nettes de personnel (c/012- c/013)	1 120 588	1 177 859	1 165 946	1 261 758	1 248 245	1 292 782	2,9%
Atténuation de produit (D014)	0	0	3 322	0	0	0	-
Autres charges (c/65)	127 882	134 602	133 493	158 242	156 118	135 755	1,2%
Charges de gestion (B)	1 790 232	1 821 756	1 800 919	1 949 958	1 926 212	2 026 312	2,5%
Epargne de gestion (A-B)	379 957	424 525	431 801	332 017	406 533	277 724	-6,1%
Produits financiers (+)	3	3	2	1	2	2	-7,8%
Charges financières (-)	163 314	152 921	144 813	135 111	126 566	123 627	-5,4%
Produits exceptionnels (hors c/775) (+)	14 551	2 250	5 441	72 558	1 475	3 534	-24,7%
Charges exceptionnelles (-)	54	4 206	2	11	42	167	25,3%
Travaux en régie (+)	0	0	0	0	0	0	-
Epargne Brute	231 143	269 651	292 429	269 454	281 402	157 466	-7,4%
Remboursement d'emprunt (-)	205 925	221 877	234 006	246 828	264 089	286 799	6,8%
Epargne nette	25 218	47 774	58 423	22 626	17 313	-129 333	-238,7%
Encours de dette au 31/12	3 704 897	3 608 021	3 374 015	3 127 187	3 323 098	3 602 999	-0,6%
Capacité de désendettement (en années)	16,0	13,4	11,5	11,6	11,8	22,9	7,4%

En 2017, au chapitre 7788, il y a un titre qui a pour objet la vente de la salle de la FON (65 K€) est ce une mauvaise imputation ?

3. Evolution des SIG entre 2014 et 2019

3.2 Analyse des SIG entre 2014 et 2019



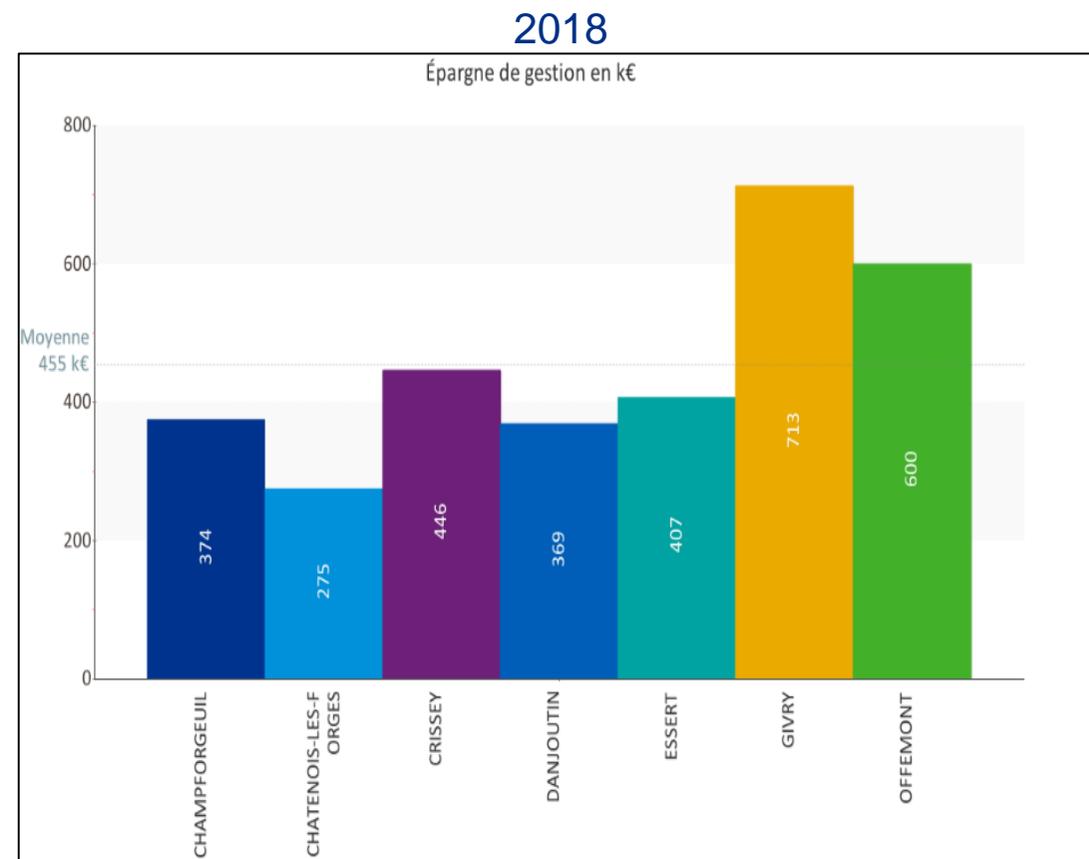
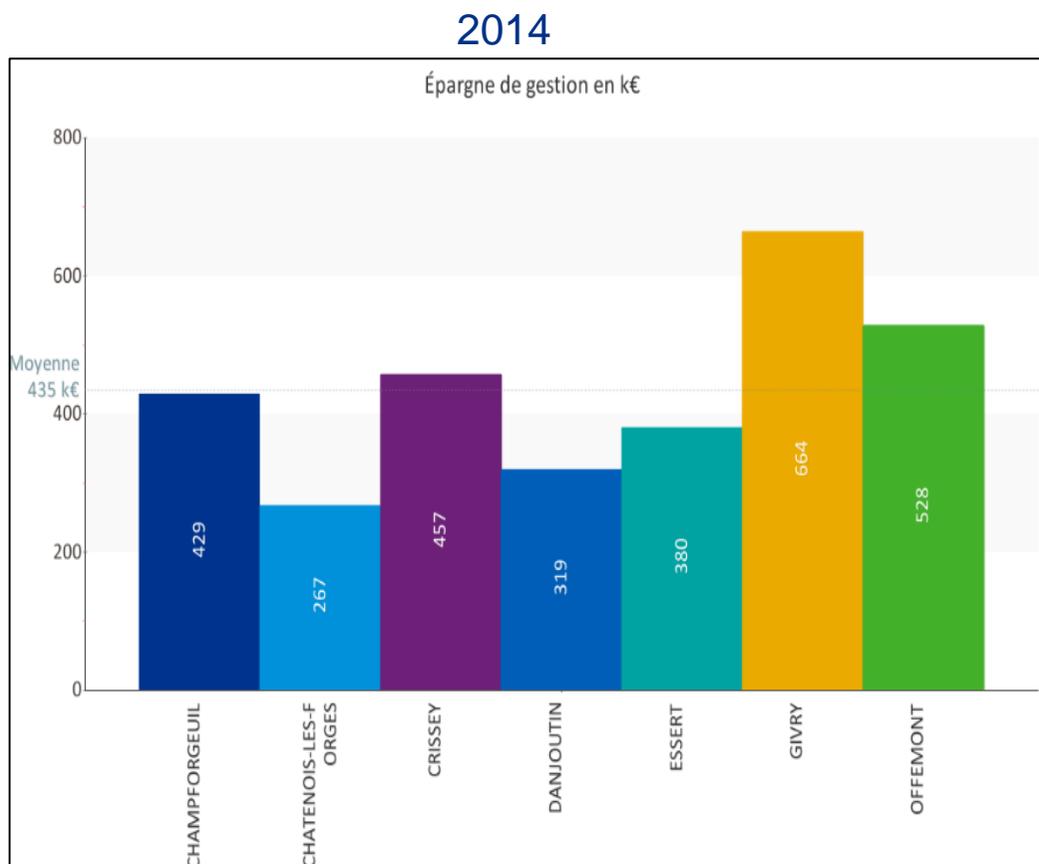
Sur la période 2014-2019 la commune a perdu sa capacité à autofinancer ses dépenses d'équipement par le biais de son épargne nette. Entre 2014 et 2018 la situation financière de la commune s'est détériorée du fait :

- Des charges réelles de fonctionnement (+ 196,5 K€) qui augmentent plus vite que les produits réels de fonctionnement (+ 122,8 K€).
- De l'accroissement du montant du remboursement du Capital de la dette existante du fait du recours à de nouveaux emprunts en 2015 (125 K€), en 2018 (460 K€) et en 2019 (566 K€).

3. Evolution des SIG entre 2014 et 2019

3.2 Analyse des SIG entre 2014 et 2019

Benchmark : Comparaison de l'épargne de gestion en 2014 et 2018



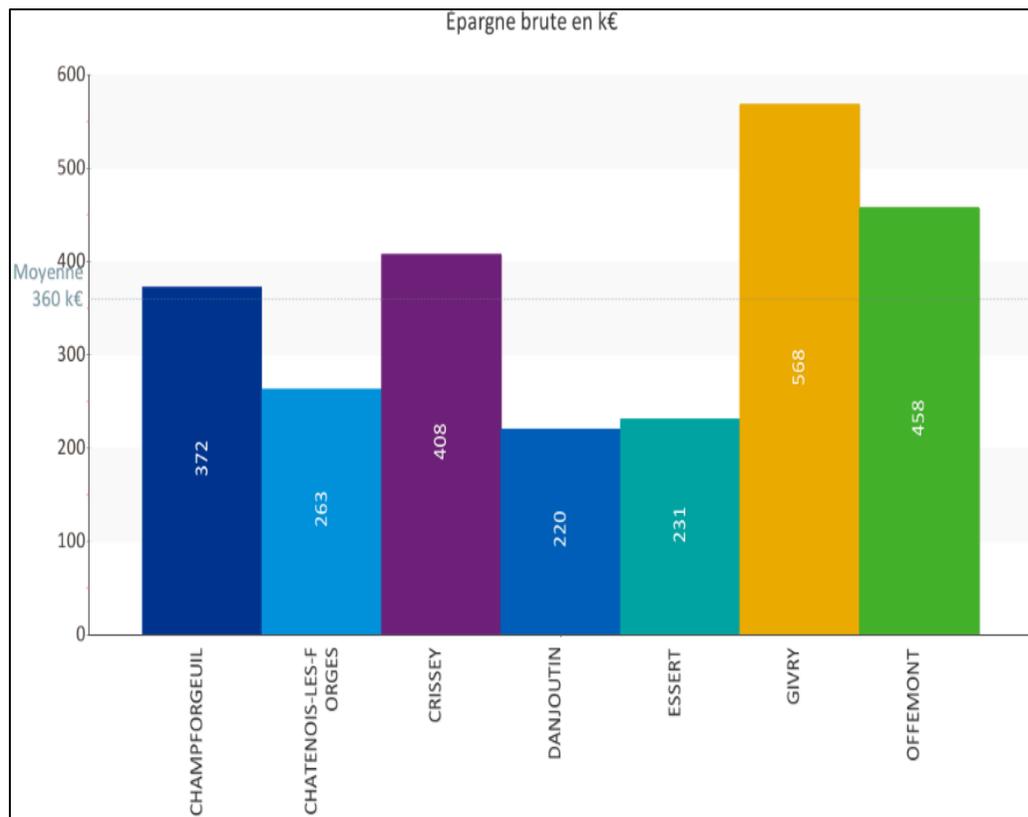
3. Evolution des SIG entre 2014 et 2019

3.2 Analyse des SIG entre 2014 et 2019

Benchmark : Comparaison de l'épargne brute en 2014 et 2018

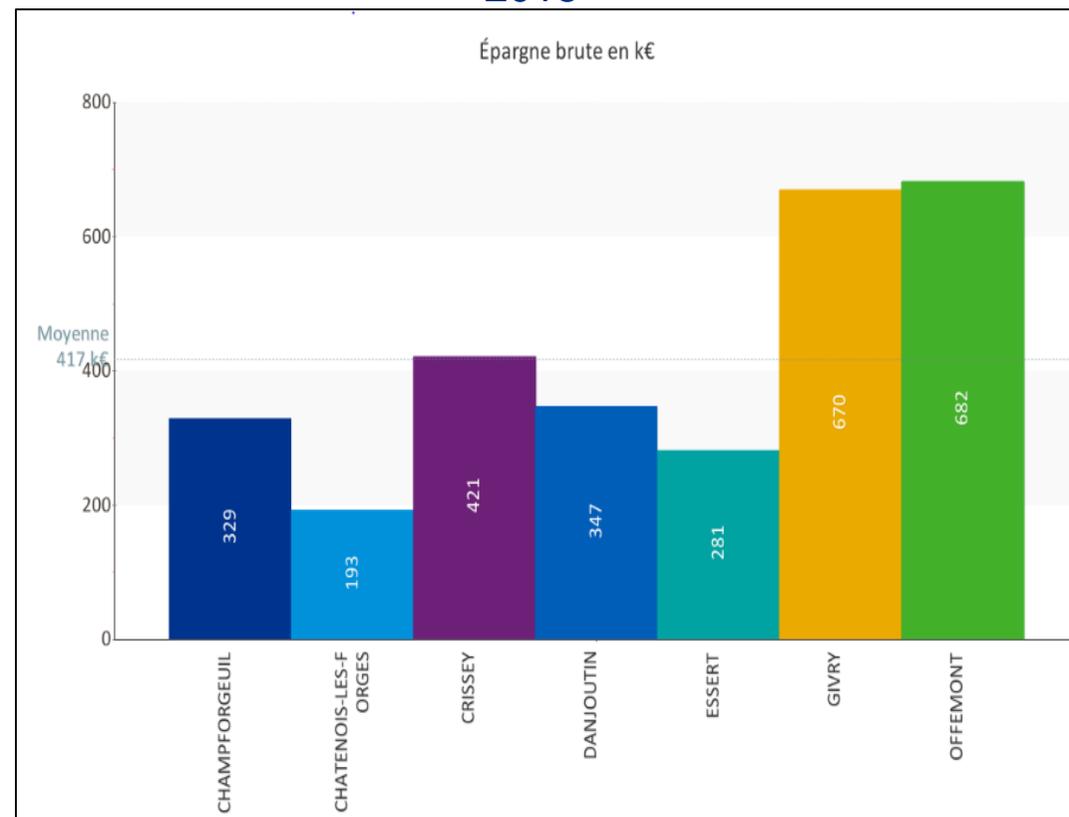
2014

Épargne brute en k€



2018

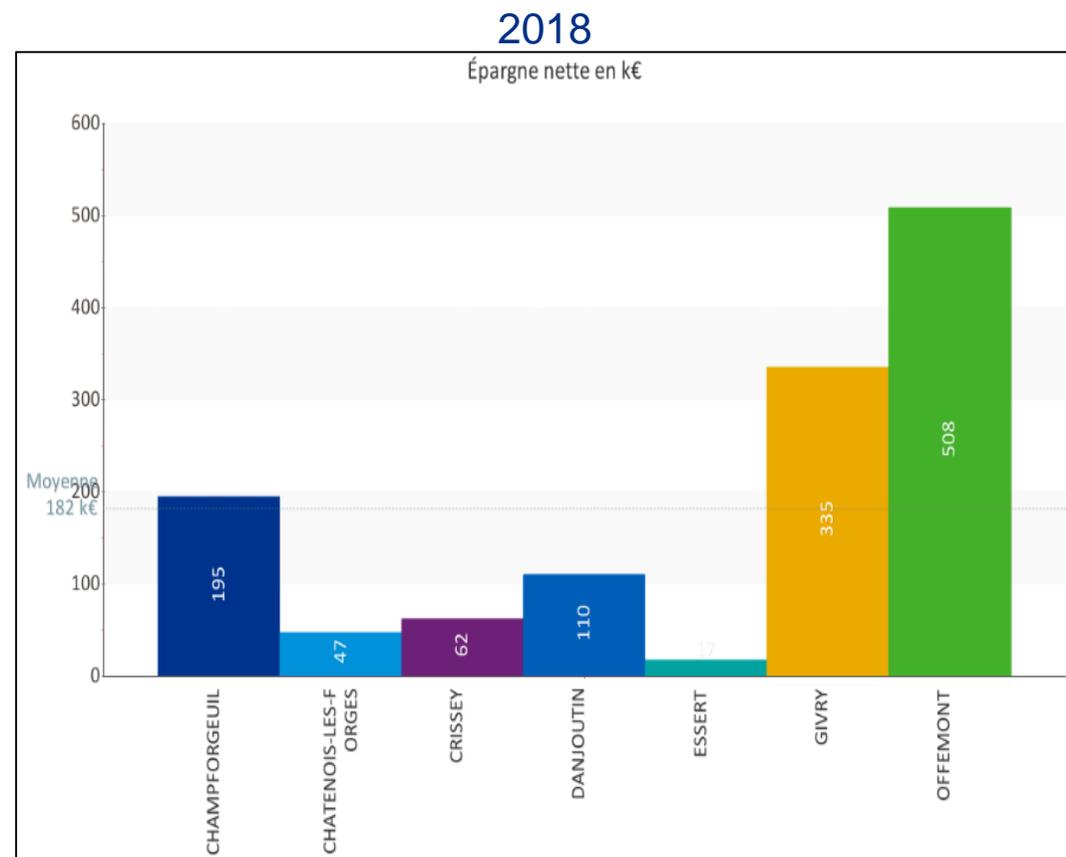
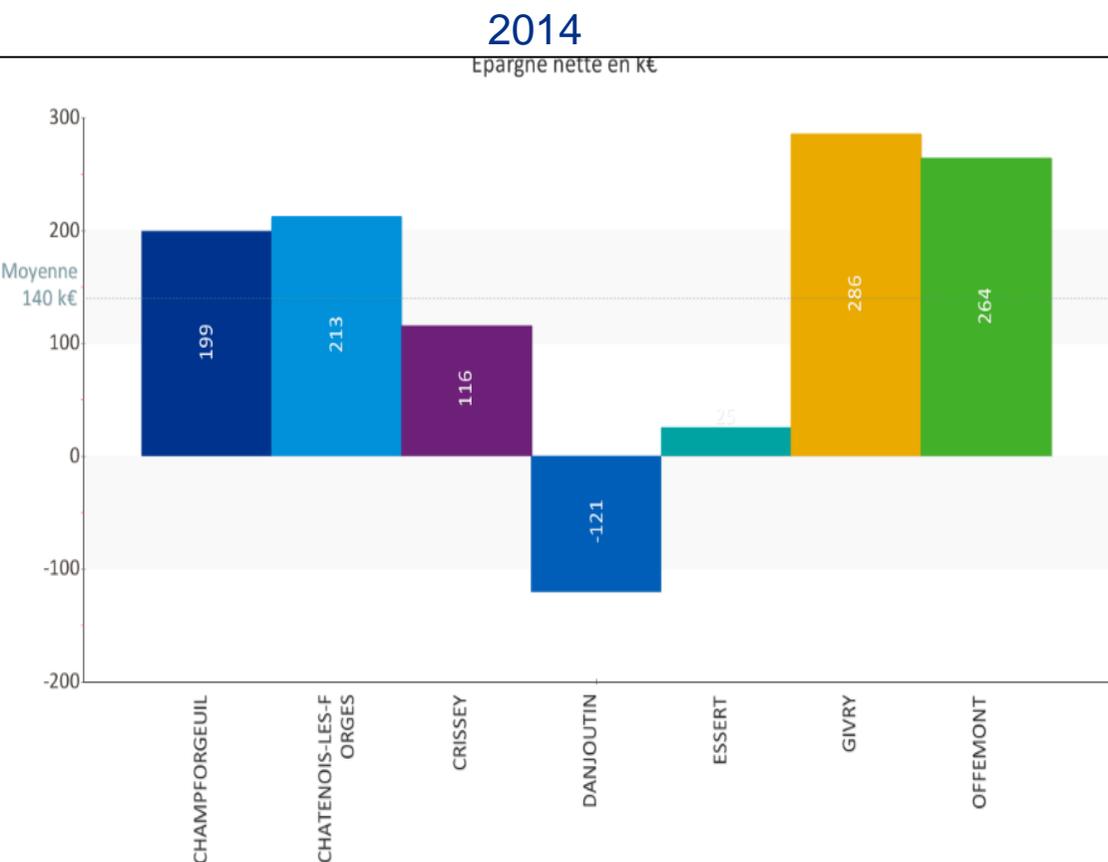
Épargne brute en k€



3. Evolution des SIG entre 2014 et 2019

3.2 Analyse des SIG entre 2014 et 2019

Benchmark : Comparaison de l'épargne nette en 2014 et 2018



4. Le financement de l'investissement et l'endettement

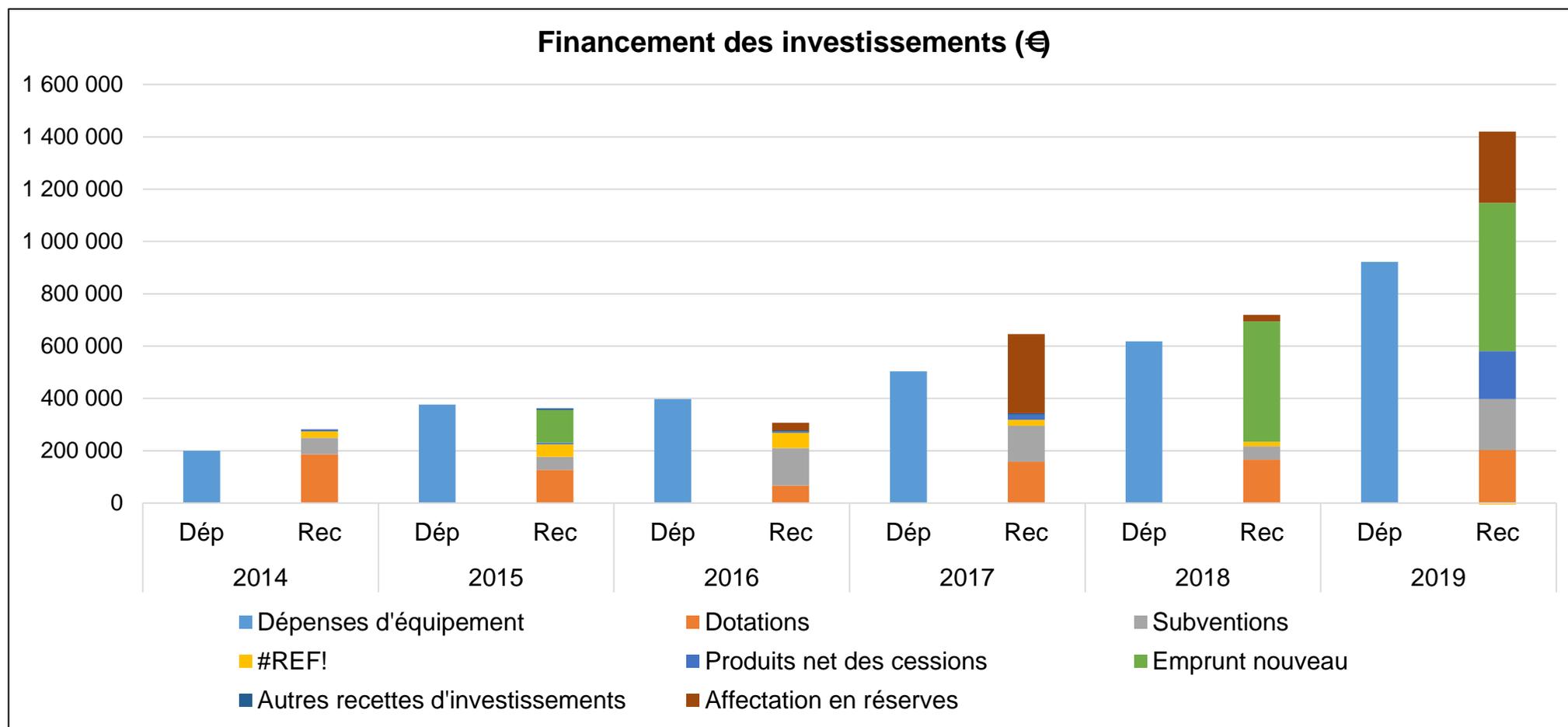
4. Le financement de l'investissement et l'endettement

4.1 Analyse du financement de l'investissement entre 2014 et 2019

Libellé	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Evol ann moy (%)
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (hors D16)	199 685	376 957	397 764	503 331	618 943	921 800	35,8%
Dépenses récurrentes (D20+D21+D23)	195 752	376 957	374 234	503 331	593 464	889 955	35,4%
Subventions d'équipement versées (D204)	3 933	0	23 530	0	25 000	31 700	51,8%
Autres dépenses d'investissement	0	0	0	0	479	145	-
RECETTES D'INVESTISSEMENT (hors R16)	256 610	189 270	248 485	623 424	242 411	853 303	27,2%
FCTVA	64 830	81 437	37 232	59 713	57 304	79 407	4,1%
Excédent de fonctionnement capitalisés (R1068)	0	0	29 712	303 171	25 515	272 560	-
TLE	2 041	0	0	0	0	0	-100,0%
Taxe d'aménagement	120 082	46 054	29 852	98 074	109 002	123 758	0,6%
Subventions d'investissement reçues (hors amendes)	62 616	43 874	143 197	137 880	44 590	194 579	25,5%
Produit des amendes	0	6 000	0	0	6 000	0	-
Produit cessions immobilisations (775)	7 041	5 427	3 645	18 738	0	183 000	91,9%
Autres recettes d'investissement	0	6 478	4 847	5 848	0	-1	-
BESOIN DE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT	-56 925	187 687	149 279	-120 093	376 532	68 497	-203,8%
Emprunts nouveaux (R16)	0	125 000	0	0	460 000	566 700	-
Epargne nette	25 218	47 774	58 423	22 626	17 313	-129 333	-238,7%
Variation du fonds de roulement	82 143	-14 913	-90 856	142 719	100 781	368 870	35,0%

4. Le financement de l'investissement et l'endettement

4.1 Analyse du financement de l'investissement entre 2014 et 2019

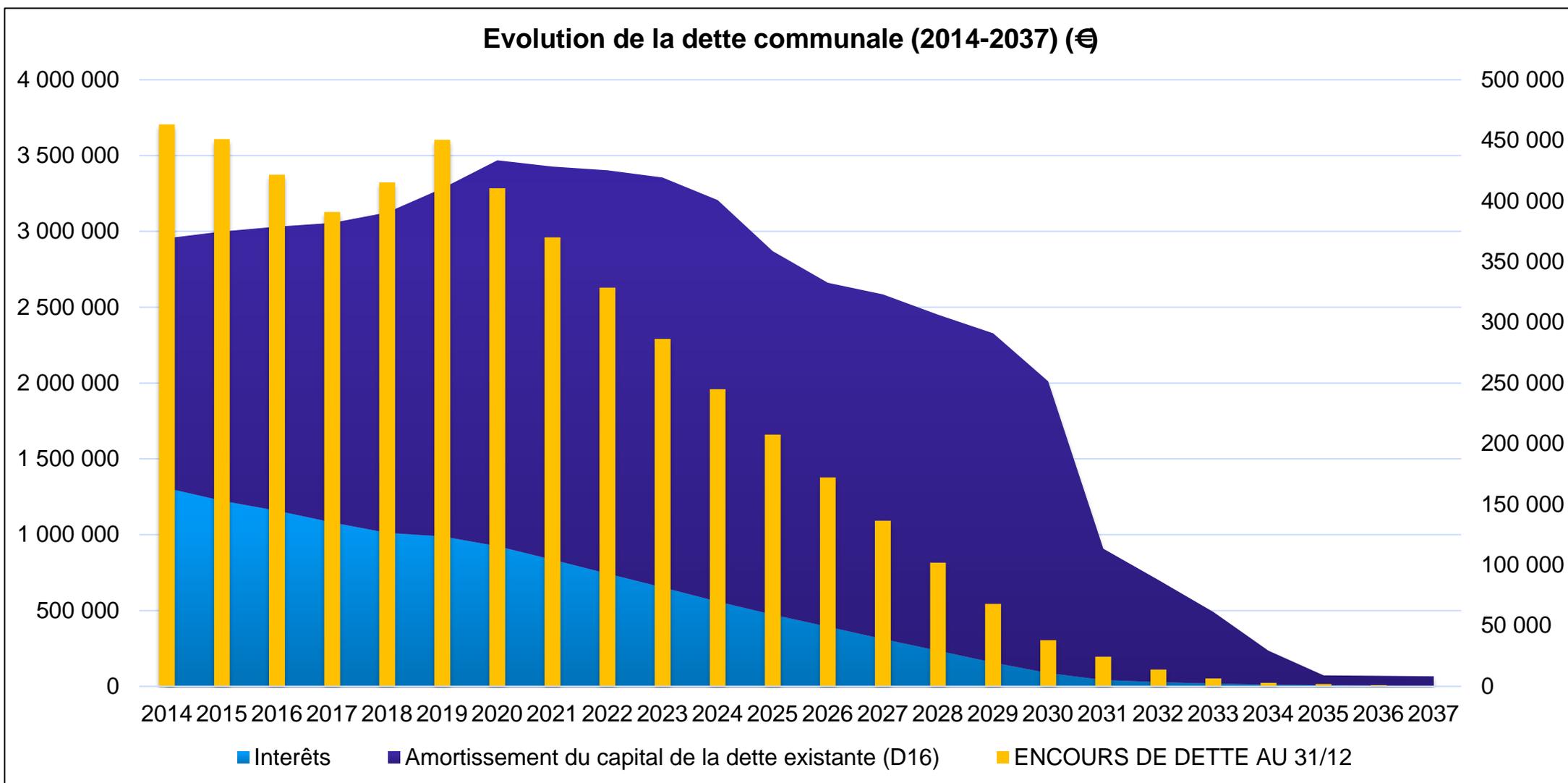


- A fin 2019, la commune d'Essert n'a plus de **capacité d'investissement**. En effet, le déséquilibre (capacité d'investissement négative) a été **occulté par le recours à l'emprunt, la vente de patrimoine (salle communale,...) et l'utilisation de l'affectation en réserves** (excédent de fonctionnement capitalisé) passée.

4. Le financement de l'investissement et l'endettement

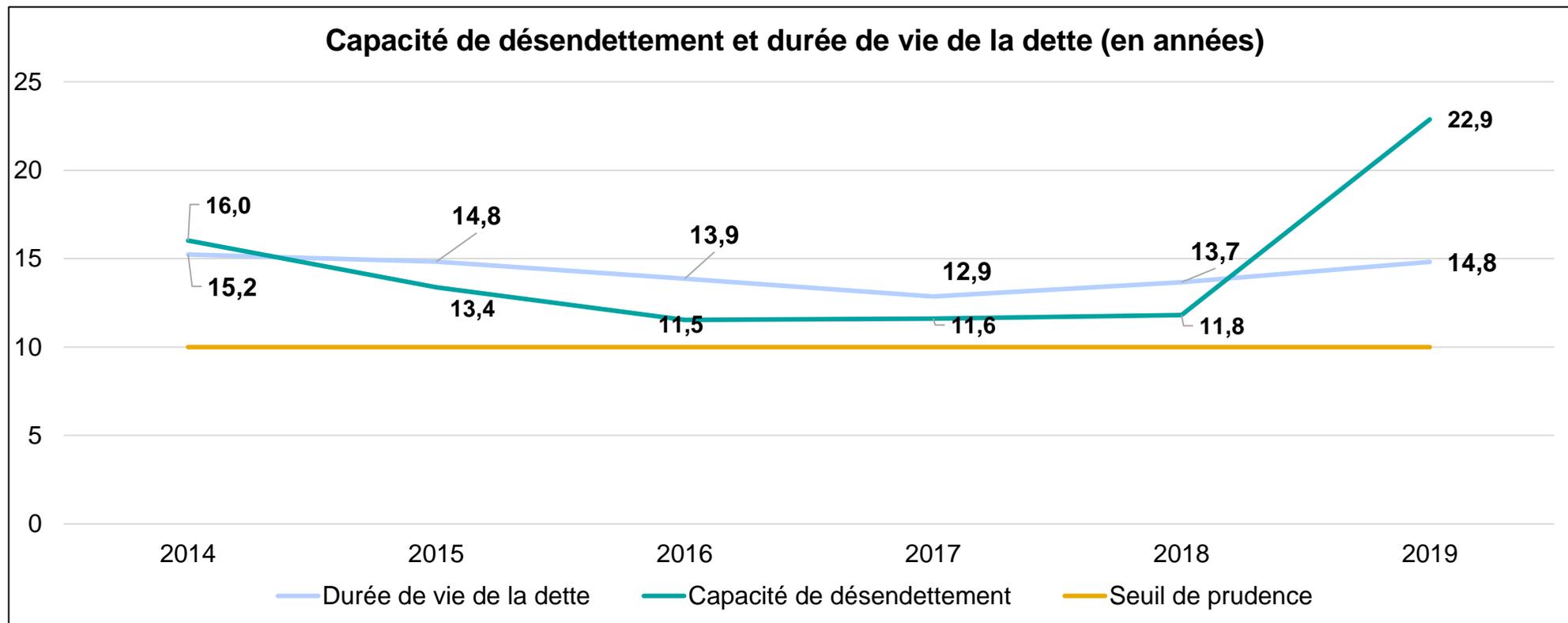
4.2 Analyse de l'endettement entre 2014 et 2019

La dette communale hors nouveaux emprunts après 2019 :



4. Le financement de l'investissement et l'endettement

4.2 Analyse de l'endettement entre 2014 et 2019



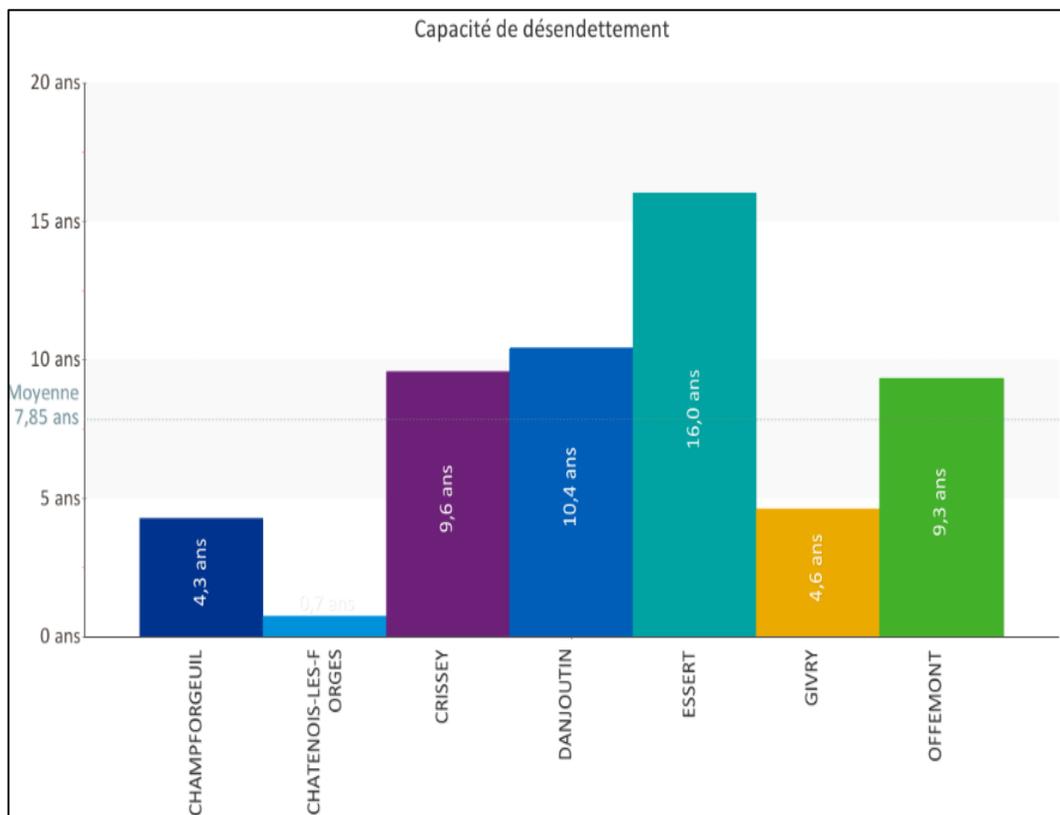
- Sur la période 2014-2019, la commune d'Essert a une capacité de désendettement très dégradée, surtout à fin 2019 (22,9 ans). Au vu de l'évolution de la capacité de désendettement, la commune est dans **une situation critique**.
- De plus, si l'on compare la capacité de désendettement avec la durée de vie moyenne de la dette sur la période 2014-2019 (encours de dette / amortissement de la dette moyen), la **commune n'aurait pas l'autofinancement nécessaire pour pouvoir rembourser son encours de dette restant**.

4. Le financement de l'investissement et l'endettement

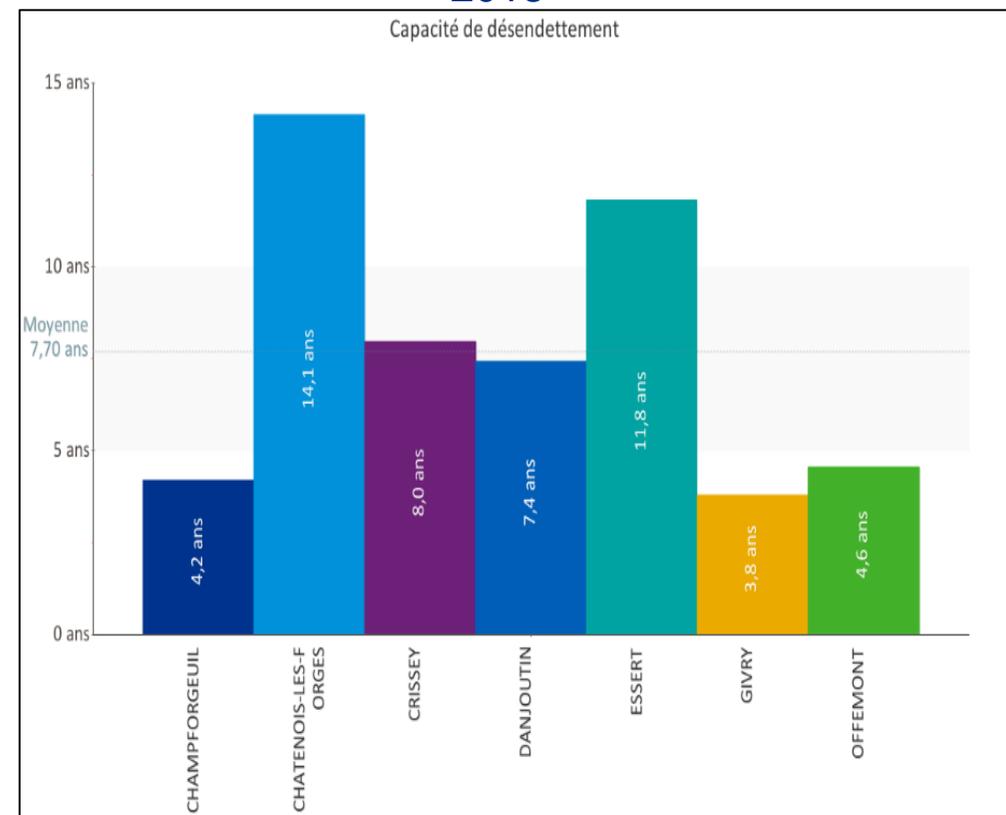
4.2 Analyse de l'endettement entre 2014 et 2019

Benchmark : Comparaison de la capacité de désendettement en 2014 et 2018

2014



2018





Lexique

kpmg.fr



Lexique

- **Charges à caractère général retraitées (011)** : Les dépenses de ce chapitre sont réduites des travaux en régie (722), qui sont affectés directement en dépenses d'investissement.
- **Charges de personnel retraitées (012)** : il s'agit des dépenses de personnel nettes des remboursements sur rémunérations et charges sociales en recettes de fonctionnement (013).
- **Impôts et taxes retraitées (73)** : il s'agit des recettes fiscales nettes des prélèvements et reversements sur fiscalité (FPIC, AC, SRU...) en atténuations de produit (014).
- **Potentiel fiscal (PF)** : Ce ratio mesure la richesse fiscale de la commune par rapport aux autres communes en appliquant les taux d'imposition moyens nationaux constatés sur les communes de tailles comparable, aux bases d'imposition communales. Il s'agit donc de la ressources fiscale que lèverait la commune indépendamment de la politique fiscale locale choisie (abattements, exonérations et taux)
- **Effort fiscal (EF)** : Ce ratio permet d'évaluer le niveau de pression fiscale sur la commune, qui résulte de la politique de taux et d'exonérations ou d'abattements des bases locales. Il rapporte le produit de fiscalité directe locale perçue par la commune à son potentiel fiscal (ce qu'elle aurait avec une pression fiscale moyenne).
- **Capacité d'autofinancement nette (CAF)** : Cet indicateur correspond au solde des opérations réelles de fonctionnement de l'année duquel est déduit le remboursement du capital de la dette. Il s'agit donc du résultat annuel qui peut être affectée au financement des dépenses d'investissement de l'exercice.
- **Capacité de désendettement (encours total de la dette / CAF brute)** : Ce ratio est une mesure de la solvabilité financière des collectivités locales correspondant au nombre d'années théoriques qu'il faudrait pour que la commune rembourse l'intégralité de sa dette si elle y consacrait la totalité du résultat annuel de fonctionnement (CAF avant dette)
- **Droit de mutation à titre onéreux (DMTO)** : il s'agit des impôts, calculés sur la base du prix de vente lors de transaction immobilière, reversés au département et à la commune où se situe le bien.

Contact

Jean-Michel Cochet
KPMG Secteur public
Tél. : 03 71 87 90 08
jmcochet@kpmg.fr
www.kpmg.fr

kpmg.fr

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse (« KPMG International »). KPMG International ne propose pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.

© 2020 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. Imprimé en France.